



**Stratégie Globale de Sécurité Alimentaire
(SGSA)
Plan National pour le Mali**

31 août 2018

Table des matières

Introduction	
1. Contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition	
1.1. Facteurs de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition	
1.2. Importance de l'autonomisation des femmes.....	
1.3. Malnutrition	
1.4. Système du marché des denrées alimentaires et agricoles : situation et contraintes	
1.5. Conflits et préoccupations sécuritaires	
2. Ciblage	
2.1. Critères de sélection géographiques	
2.2. Zone de résilience dans la Zone d'Intervention de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde	
2.3. Nécessité de faire preuve de souplesse et de coordination	
2.4. Zones	
2.5. Population	
2.6. Chaînes de valeur cibles	
3. Cadre de résultats	
3.1. Théorie du changement	
3.2. Croissance inclusive et durable fondée sur l'agriculture	
3.3. Renforcement de la résilience des populations et des systèmes.....	
3.4. Une population bien nourrie, particulièrement les femmes et les enfants	
4. Composantes du programme	
4.1. Introduction	
4.2. Approches/principes directeurs de mise en œuvre	
4.3. Composante 1 : Croissance inclusive et durable fondée sur l'agriculture	
4.4. Composante 2 : Résilience des populations et des systèmes	
4.5. Composante 3 : Promotion d'une approche plus intégrée des interventions relatives à la santé, à la nutrition et à l'eau, assainissement et hygiène (EAH)	
4.6. Programme d'apprentissage	
4.7. Programme de plaidoyer pour les politiques	
4.8. Réforme de la politique semencière.....	
4.9. Intrants agricoles : amélioration de la réglementation et lutte contre la contrefaçon	

- 4.10. Gouvernance et gestion des ressources naturelles : eau issue de l'irrigation
- 4.11. Efforts continus en vue de réduire le harcèlement sur les routes
- 4.12. Élaboration du prochain Plan d'Action Multisectoriel de la Nutrition (PAMN 2019-23)
- 4.13. Évaluation continue du cadre stratégique
- 5. **Plateformes de collaboration des acteurs**

Introduction

Le Plan National de la Stratégie Globale de Sécurité Alimentaire (SGSA) pour le Mali a été corédigé par l'ensemble des organismes du Gouvernement des États-Unis (USG) intervenant dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience, après des consultations approfondies avec les parties prenantes des ministères, des sociétés privées, des universités, des institutions de recherche, des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et locales, des bailleurs de fonds et des organisations internationales. Ce plan a fait l'objet d'un examen et de commentaires approfondis par les agences partenaires du gouvernement américains à Washington, DC. En tant que document dynamique, il est censé être mis à jour, en cas de besoin en consultation avec les parties susmentionnées au fil du temps.

Le Plan National pour le Mali s'appuie sur l'analyse de la première phase de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le monde et sur des facteurs socioéconomiques qui influent sur la pauvreté, la nutrition et la résilience, ainsi que sur les consultations avec les parties prenantes. Les changements importants de l'approche concernent: le focus sur l'investissement du secteur privé, l'amélioration des conditions du marché et le choix de nouvelles chaînes de valeur pour accroître la résilience et les revenus.

Le Plan National de la SGSA tient lieu de cadre important pour une programmation intégrée de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience. Il vise à décrire les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et de la pauvreté. Ces facteurs découlent d'une série complexe de conditions sous-jacentes aux niveaux des individus, des ménages, de la communauté et du système. Aux étapes de la conception et de la passation de marchés, le ciblage, le cadre de résultats et les composantes du programme nécessiteront un affinement plus poussé pour la mise en œuvre d'approches intégrées et holistiques. Les interventions à tous les niveaux devront se compléter mutuellement afin de lutter durablement contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la pauvreté. Les populations les plus vulnérables et les plus pauvres en particulier, ne disposent pas de ressources, de compétences encore moins de capacités suffisantes pour participer aux activités du marché. Ces populations auront besoin, au fil du temps, de soutien pour renforcer leurs capacités en vue de participer aux chaînes de valeur de manière à en faire des options de subsistance viables. Étant donné que la programmation de la SGSA est affinée à travers des processus de conception, de passation de marchés et de mise en œuvre, les chaînes de valeur sélectionnées accorderont la priorité et de manière explicite à la croissance inclusive. Les interventions comprendront le soutien aux populations les plus vulnérables et les plus pauvres afin de leur permettre de passer à quelques chaînes de valeur importantes et de tirer parti des moyens d'existence appuyés par la SGSA et le développement du marché.

Les hypothèses budgétaires pour les contributions émanant des différentes agences du gouvernement en faveur du présent plan prennent en compte les estimations au titre des EB 2017 et 2018. Le budget présidentiel repose sur des informations publiquement disponibles au moment de la préparation du présent document. Les hypothèses budgétaires au titre des exercices ultérieurs s'inscrivent dans la droite ligne du budget présidentiel de l'EB 2018. Tout financement au-delà de l'EB 2017 est subordonné à la disponibilité telle que déterminé par le

budget présidentiel et les crédits du Congrès. Les hypothèses budgétaires peuvent nécessiter une révision ultérieure, à la lumière des affectations futures.

1. Contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition

L'objectif primordial du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) du Gouvernement du Mali (GM) 2015-25 consiste à renforcer le secteur agricole de manière à en faire le principal moteur de la croissance économique en vue de lutter contre la faim, la malnutrition et la pauvreté. Il s'agit du deuxième PNIA du GM et il présente les buts du processus du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) lancé en 2003 par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union Africaine. Le PNIA a permis au Mali de réaliser d'importants progrès en atteignant l'objectif du PDDAA qui consistait à atteindre un taux de croissance de la productivité agricole de 6 % par an à l'horizon 2015. Par ailleurs, le Mali a dépassé le niveau d'investissement de 10 % recommandé dans le secteur agricole en affectant environ 15 % de son budget national annuel à l'agriculture en 2017; ce qui le rapproche de son objectif de 20 % à l'horizon 2022. Le Plan National appuie essentiellement deux domaines de programme au titre du PNIA pour l'agriculture : la production et la productivité. Il favorise également la sécurité alimentaire, la nutrition, l'adaptation et la résilience au changement climatique. Au nombre des objectifs transversaux figurent l'amélioration de la situation économique et du statut nutritionnel des groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et les enfants.

Le PNIA du Mali contribue au Plan Régional d'Investissement dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (RAIP-FNS) 2016-2020 adopté à Abuja, Nigeria par les 15 États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en décembre 2016. Le PNIA est soutenu par d'autres documents nationaux pertinents de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de stratégie sectorielle, notamment la Politique Nationale de Nutrition qui s'étale sur dix années (2013-2023) et le Plan d'Action Multisectoriel de la Nutrition (PAMN) couvrant la période 2014-2018, et sa stratégie « Priorités Résilience Pays » 2018-2025.¹

Le PAMN (2014-2018) entend assurer le droit à une nourriture suffisante pour les populations maliennes afin d'assurer leur bien-être et un développement national durable. La mise en œuvre du PAMN en 2014 a commencé peu après le lancement des programmes de nutrition de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le monde de l'USAID. Sous la direction du PAMN, l'USAID et d'autres programmes des bailleurs de fonds ont appuyé la mise en œuvre d'un paquet d'interventions conformément à l'approche des 1 000 jours (c'est-à-dire les 1 000 jours entre la grossesse et le deuxième anniversaire de l'enfant)² dans plusieurs régions du pays. Ce paquet accordait une importance accrue aux activités de changement de comportement aux niveaux de la communauté, des femmes, des maris, des belles-mères et des responsables communautaires; ceci en parallèle à l'intégration d'autres interventions telles que les activités de prévention et de traitement du

¹ Le Plan d'Action Multisectoriel pour la Nutrition a été préparé en partenariat avec l'Alliance Globale pour la Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest – AGIR.

² <https://www.usaid.gov/what-we-do/global-santé/nutrition/mille-day-window-opportunity>

paludisme (distribution de moustiquaires, chimioprophylaxie du paludisme saisonnier, traitement intermittent du paludisme pendant la grossesse), la production alimentaire à domicile, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et l'assainissement, ainsi que la supplémentation en micronutriments.

Les Priorités Résilience Pays (PRP-AGIR)³ du GM identifient les insuffisances et les faiblesses des politiques, stratégies et programmes qui freinent la satisfaction des besoins spécifiques des populations les plus vulnérables et le renforcement de leur résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif global des PRP consiste à « Réduire structurellement, de manière durable et définitive la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle au Mali d'ici à 2030 ».

Les Priorités Résilience Pays s'articulent autour des quatre piliers suivants :

- Pilier 1 : Rétablir, renforcer et garantir les moyens d'existence et améliorer la protection sociale des communautés et ménages vulnérables ;
- Pilier 2 : Renforcer la nutrition des ménages vulnérables ;
- Pilier 3 : Renforcer durablement la productivité agricole et alimentaire et les revenus des populations les plus vulnérables et assurer leur accès à la nourriture ; et
- Pilier 4 : Renforcer la gouvernance de la sécurité alimentaire et la nutrition.

1.1 Facteurs de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition

1.2 Importance de l'autonomisation des femmes

Le taux de croissance démographique élevé de plus de 3 % par an et le statut constant d'infériorité de la femme au sein de la société malienne empêchent de plus en plus le Mali de nourrir et éduquer correctement sa population et de créer des opportunités économiques pour celle-ci afin de réduire la pauvreté, en particulier pour les populations vivant en milieu rural. Sur la population totale du Mali, estimée à 18,7 millions d'habitants en 2017, environ 19 %, soit près de 3,5 millions de personnes, sont âgés de moins de cinq ans.

Les femmes maliennes participent, dans une large mesure, à la production alimentaire, transforment et préparent plus la nourriture que les hommes, mais les coutumes traditionnelles les empêchent de participer pleinement aux décisions qui affectent l'entreprise agricole de la famille. En général, les meilleures terres sont réservées aux hommes, tandis que les femmes reçoivent, le cas échéant, les terres moins fertiles à cultiver.

Tout effort visant à accroître la consommation de repas diversifiés et améliorer les directives relatives à l'alimentation du nourrisson et de l'enfant suppose des changements des pratiques actuelles de soins accordés aux enfants et aux pratiques culinaires des femmes. Ainsi, les femmes constituent la principale « porte d'entrée » de la résilience du ménage et du bien-être de tous ses membres. Les efforts visant à renforcer la résilience du ménage et améliorer les niveaux nutritionnels pour les bénéficiaires du programme de 1 000 jours doivent devenir une priorité pour tous les membres du ménage.

³ Priorités Résilience Pays, Mali <https://www.oecd.org/site/rpca/agir/nrp-agir.htm>

Il est primordial d'apporter des changements au niveau des attitudes, des comportements, des rôles et responsabilités à la maison, sur le lieu du travail et au sein de la communauté. La collaboration avec les responsables communautaires, les hommes, les femmes, les garçons et les filles pour améliorer la situation économique et sanitaire des femmes et leur permettre de participer activement à la prise de décision revêt une importance capitale pour enregistrer des progrès durables dans les domaines de la santé, de la nutrition et de la résilience économique. En outre, la réduction, dans la mesure du possible, des fardeaux des femmes maliennes en termes de temps et d'énergie permettra à celles-ci de disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour s'adonner à des activités d'éducation et des activités génératrices de revenus et de participer aux processus politiques locaux.

1.3 Malnutrition

En moyenne, les femmes en âge de procréer (15 à 45 ans) ont six enfants⁴. En milieu rural, les mariages et les grossesses d'adolescentes sont monnaie courante; ce qui donne lieu à des grossesses difficiles et des problèmes à la naissance, notamment les naissances prématurées et le faible poids des bébés à la naissance. Le risque de retard de croissance est de 33 % plus élevé chez les premiers nés des mères adolescentes âgées de moins de 18 ans en Afrique subsaharienne⁵. D'une manière générale, le taux de faible poids à la naissance au Mali serait d'environ 20 % et le taux de mortalité des nourrissons de 56 pour 1 000 naissances vivantes⁶.

Au Mali, la crise nutritionnelle suit un cycle intergénérationnel et structurel dont la mauvaise santé maternelle et la malnutrition, les taux de naissance élevés et le jeune âge des mères sont les principaux facteurs. À l'échelle nationale, le retard de croissance s'élève à 30 % chez les enfants âgés de moins de cinq ans, mais est plus élevé dans les régions de Mopti (46,5 %), Ségou (40,5 %) et Sikasso (39,9 %)⁷. Le retard de croissance est plus courant chez les enfants vivant en milieu rural, ceux vivant dans les ménages des quintiles de richesse moyens à pauvres et chez les enfants dont les mères ne sont pas instruites. Le taux de prévalence nationale de l'émaciation est de 13 % chez les enfants âgés de moins de cinq ans. Les taux de prévalence sont demeurés constants pendant plusieurs années, mais la population des enfants âgés de moins de cinq ans a quasiment triplé au cours de la même période. Au niveau national, 12 % de l'ensemble des femmes maliennes souffrent d'insuffisances pondérales et 18 % de surpoids.

Une absorption suffisante de micronutriments, en particulier le fer, la vitamine A, l'iode et le zinc pendant les 1 000 premiers jours de la vie est primordiale pour la croissance et le développement mental de l'enfant. Les carences en micronutriments sont très répandues au Mali : 82 % des enfants âgés de 6 à 59 mois et 50,8 % des filles âgées de 15 à 19 ans souffrent d'anémie⁸. Les mauvaises pratiques en matière d'alimentation de l'enfant, un manque de supplémentation systématique en fer acide folique pour les femmes enceintes, le poids élevé du paludisme et la forte prévalence des maladies diarrhéiques et des infections

⁴ Enquête Démographique et de Santé (EDS), Mali, 2012-13.

⁵ Apprentissage Mondial et Échange de Preuves, Réunion Régionale de l'Afrique de l'Est et Australe, Présentation de Fanta III, mars 2016.

⁶ Enquête Démographique et de Santé (EDS), Mali, 2012-13.

⁷ Enquête Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité (SMART) 2016, Mali, GM, juillet 2016.

⁸ Enquête Démographique et de Santé (EDS), Mali, 2012-13.

parasitaires (15 % chez les enfants âgés de moins de 5 ans)⁹ favorisent la forte prévalence de l'anémie. Au Mali, le blé est fortifié avec des micronutriments (fer) et l'huile de cuisson avec la vitamine A.

Le mauvais assainissement et le manque d'hygiène, ainsi que le manque d'accès à une eau de boisson potable augmentent le fardeau engendré par la maladie, compliquant le profil nutritionnel du Mali. Parmi tous les pays du Sahel, le Mali a enregistré le plus de progrès en vue de l'élimination de la défécation à l'air libre à travers des approches d'assainissement axées sur la demande et qui a été largement saluée et perçue comme une réussite. Le pays a cependant enregistré peu de progrès en ce qui concerne l'amélioration des principaux comportements d'hygiène et affiche un faible taux d'accès général au lavage des mains (moins de 2 % d'accès aux services de base de lavage des mains). En outre, les maladies diarrhéiques persistent dans les zones sujettes aux inondations (par exemple le choléra est endémique dans la zone humide inondée de Mopti). Ces principales caractéristiques de l'EAH pourraient limiter les progrès importants réalisés en termes de résultats clé en nutrition, santé et économies. Tel qu'il ressort d'un rapport de l'UNICEF datant de 2015, 33 % de la population malienne avaient accès à des infrastructures sanitaires améliorées ou partagées. Selon les résultats de la MICS 2015, seuls environ 64 % des populations rurales auraient accès à des sources améliorées d'eau potable.

Les pratiques alimentaires du nourrisson et du jeune enfant laissent à désirer ; deux-tiers des enfants âgés de moins de 6 mois ne sont pas allaités exclusivement au sein, car le lait maternel est considéré comme pas suffisamment nutritif; ainsi d'autres liquides sont proposés à la place. Le niveau de diversification du régime alimentaire est faible, à cause du pouvoir d'achat limité, de la faible disponibilité des aliments nutritifs ainsi que des mauvaises habitudes alimentaires culturelles. On estimait à 13,5 %¹⁰ les cas de régime minimum acceptable pour les enfants âgés de 6 à 35 mois en 2017

La majeure partie des cas de malnutrition au Mali est liée au comportement; les taux de retard de croissance étant également élevés dans des régions telles que Sikasso, qui historiquement a connu une situation économique meilleure et est souvent considéré comme le grenier du pays. Les mauvaises pratiques alimentaire, le manque d'alimentation active, les aliments inappropriés, les tabous liés à la consommation, les rôles de genre restrictifs, le désir continu d'avoir de grandes familles, la mauvaise utilisation des systèmes d'eau et d'assainissement, le manque d'hygiène et la dépendance des remèdes traditionnels au détriment des centres de santé pour le traitement des maladies sont autant de facteurs qui contribuent à la malnutrition. Les normes sociales et culturelles qui régissent ces comportements sont très solides et minent souvent les pratiques optimales. Les belles-mères, les maris et les responsables communautaires peuvent avoir une forte influence sur les décisions de la famille concernant la nutrition de la mère et de l'enfant, la planification familiale et les soins prodigués à l'enfant.

⁹ Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS), Mali, 2015.

¹⁰ Enquête Nutritionnelle Anthropométrique et de Mortalité Rétrospective suivant la Méthodologie SMART, GM, août 2017 (l'UNICEF, le PAM, l'OMS et la FAO ont apporté un soutien).

L'accès aux soins de santé et l'utilisation de ceux-ci est un facteur déterminant du statut nutritionnel des femmes et des enfants. Les services de santé peuvent être inaccessibles et de mauvaise qualité. Le manque de professionnels qualifiés dans le domaine de la santé de spécialistes qualifiés dans le domaine de la nutrition (y compris les professionnels de la santé formés sur la nutrition) ainsi que l'insuffisance de l'équipement au niveau des centres de santé sont également cités comme d'importants obstacles à la fourniture de soins préventifs et au traitement de la malnutrition pour les femmes et les enfants dans le PAMN du GM.

1.4 Système du marché des denrées alimentaires et agricoles : situation et contraintes

Le Mali produit suffisamment de denrées alimentaires de base (maïs, petit mil, riz et sorgho) au cours d'une année de bonne pluviométrie pour nourrir sa population. Les progrès accomplis par le pays en matière de production des cultures vivrières sont étayés par la productivité élevée (rendements en grains) du riz, du maïs et du sorgho. Conjugués à l'expansion de la superficie emblavée, ces progrès ont permis une croissance suffisante pour satisfaire les besoins alimentaires d'une population en pleine croissance sur plusieurs années même si une telle croissance démographique soutenue limite sérieusement la capacité du Mali à satisfaire les besoins de sa population à l'avenir.¹¹ L'investissement annuel du GM (50 millions de \$ en 2017) dans la subvention des engrais a permis d'accroître les niveaux de la production céréalière.¹²

Même au cours des meilleures années en termes de pluviométrie, il subsiste des poches de déficit alimentaire, en particulier dans les zones septentrionales plus arides du Mali. Par ailleurs, la distribution de la nourriture des zones excédentaires vers les zones déficitaires est inégale. De même, les couches les plus pauvres de la population ont moins accès à la nourriture, du fait de la faiblesse de leur pouvoir d'achat. Le GM a identifié 166 communes (sur 703) comme les plus vulnérables, car souffrant fréquemment de pénuries alimentaires. Il s'efforce de maintenir un stock stratégique de 20 000 tonnes de céréales afin de répondre promptement à tout déficit alimentaire dans ces communes et, le cas échéant, dans n'importe quelle contrée du Mali où surviendraient de mauvaises récoltes.¹³

Le Mali a accès à l'eau pour l'irrigation des cultures le long des zones riveraines des fleuves Niger et Sénégal, en particulier dans le Delta intérieur du Niger bien arrosé. Ses ressources en eau riveraines permettent également d'importantes activités de pêche et contribuent à alimenter les troupeaux de bétail les plus importants en Afrique de l'Ouest en eau et en fourrage très précieux. Selon les estimations du GM, seuls 34 % du potentiel d'irrigation du Mali ont été exploités à ce jour.¹⁴ Toutefois, la pleine mise en valeur du Delta du Niger et d'autres bassins hydrographiques importants au Mali est freinée, à l'heure actuelle, par la guerre civile, les conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que les conflits liés aux droits sur la terre et l'eau. Par ailleurs, l'aménagement du Delta intérieur du Niger par les projets de

¹¹ Mali Agricultural Sector Assessment, Michigan State University, April 2011.

¹² Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable du Mali (CREDD) 2016-2018, Gouvernement du Mali, avril 2016.

¹³ Ibid.

¹⁴ Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA-PNIA) 2015-2025, Ministère du Développement Rural, Gouvernement du Mali.

l'USAID doit tenir compte des préoccupations environnementales dans les sites RAMSAR désignés.

Il ressort de l'évaluation effectuée par le Projet de Résilience de l'Afrique et de l'Amérique Latine au Changement Climatique (ARCC) en 2014 que, pour les zones qui sont proches des grands systèmes fluviaux, y compris neuf des dix principales villes du Mali, la disponibilité de l'eau est affectée davantage par le développement que par le changement climatique. Par ailleurs, les autorités responsables de la gestion de l'eau ont accordé la priorité à l'accroissement de l'utilisation productive, au détriment de la gestion de l'eau. En revanche, loin des principaux systèmes fluviaux, l'évaluation a montré que les zones pluviales sont très vulnérables aux fluctuations de la pluviométrie.

Le Mali, à l'instar de nombre de pays sahéliens, est vulnérable au changement et à la variabilité climatique, étant donné que son agriculture est essentiellement pluviale. En fait, le pays est sujet à des sécheresses fréquentes et connaît une forte variabilité annuelle de la pluviométrie. Selon le Réseau du Système d'Alerte Rapide aux Risques de Famine (FEWSNET) – un important fournisseur de services d'alerte précoce et d'analyse objective et fondée sur des données factuelles de l'insécurité alimentaire aiguë – les températures ont augmenté de plus de 0,8° Celsius (° C) à travers le Mali depuis 1975. Depuis le début des années 1900, les relevés de précipitations indiquent une baisse nette des précipitations annuelles au Mali, en particulier au cours de la période allant des années 50 au début des années 80. La pluviométrie s'est partiellement redressée par rapport aux déficits enregistrés au cours des années 70 et 80, mais elle demeure inférieure d'environ 12 % à la moyenne de la période 1920-69. Pour l'Afrique de l'Ouest, y compris le Mali, les prévisions indiquent une augmentation de la température de l'ordre de 2,5 à 3,5° C d'ici à la fin du vingt-et-unième siècle. Il existe, cependant, une grande incertitude concernant l'évolution des précipitations. Ceci rend impossibles des prévisions fermes concernant la pluviométrie à ce stade. D'autres caractéristiques des précipitations, notamment la date de démarrage et la longueur de la saison des pluies, ainsi que la distribution des périodes de sécheresse au cours de la saison – qui constituent deux facteurs essentiels pour des secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture – sont encore plus difficiles à prédire. Toutefois, les modèles de changement climatique et les tendances actuelles indiquent une augmentation de la variabilité de la pluviométrie et de la gravité des événements météorologiques extrêmes, ce qui signifie que la gamme des conditions météorologiques au Mali est appelée à s'élargir en termes de portée. Étant donné que la majorité de la population malienne est tributaire de l'agriculture pluviale, de nombreux Maliens sont très vulnérables aux impacts du changement climatique. Par exemple, à mesure que les tendances de la pluviométrie et des températures évoluent, la productivité de certains moyens d'existence et cultures dans les différentes zones agroécologiques du Mali pourraient changer. Par ailleurs, à mesure que la pluviométrie devient plus imprévisible et variable, les calendriers agricoles traditionnels et les indicateurs peuvent ne plus être efficaces ou appropriés. Les fluctuations de la température et de la pluviométrie devraient également avoir une incidence sur les maladies tant humaines qu'animales et pourraient contribuer à accroître le risque de conflit autour des ressources naturelles. Il y a lieu, par conséquent, de mettre en œuvre des interventions judicieuses qui améliorent la résilience à une large gamme de scénarios de changement climatique actuels et futurs afin d'éviter que le développement que le Mali a connu au cours des dernières décennies ne soit réduit à néant.

Les résultats des évaluations internes de la vulnérabilité au changement climatique au Mali indiquent qu'en général, cette vulnérabilité augmente à mesure que l'on évolue vers le Nord. Une exception importante à cette tendance est que les villes plus grandes semblent relativement moins vulnérables que les zones avoisinantes.

Des sécheresses, des épidémies de ravageurs de cultures et des maladies de végétaux périodiques peuvent réduire la production agricole au Mali. Le pays connaît également des niveaux élevés de pertes post-récolte de produits agricoles atteignant 20 à 25 %.¹⁵ La dernière grande sécheresse du Mali remonte à 2011. Il est possible qu'une nouvelle sécheresse se produise au cours des prochaines années.¹⁶ Ces dernières années ont été marquées par des inondations et des attaques de ravageurs généralisées,¹⁷ ainsi que les impacts croissants du changement et de la variabilité climatiques.¹⁸ Par conséquent, il est impérieux de remédier efficacement aux impacts accrus de la variabilité et du changement climatiques. Une autre source de préoccupation tient au niveau saisonnier du fleuve Niger et à son impact sur les exploitations agricoles et les pâturages riverains. En outre, la gestion des terres humides reconnues au plan international au Mali constitue une haute priorité. L'amélioration de la capacité des terres agricoles à retenir l'humidité et les mesures de prévention de l'érosion et de la dégradation des sols revêtent une importance croissante.¹⁹

Cependant, l'adaptation au changement climatique demeure un domaine de développement relativement nouveau. Ainsi, la capacité à mettre en œuvre efficacement des interventions ciblées fait défaut dans de nombreux pays en développement dont le Mali.

La plupart des familles agricoles s'adonnent à l'agriculture de subsistance. Ces familles représentent 70 % de la population du Mali et vivent essentiellement dans le tiers sud du Mali. L'un des principaux facteurs de la pauvreté a trait à la faiblesse de la productivité de la plupart de ces exploitations agricoles rurales. En moyenne, une famille de six à neuf personnes cultive six à sept hectares à l'aide d'outils manuels.²⁰ La main-d'œuvre familiale disponible est souvent insuffisante pour effectuer tous les travaux champêtres en temps opportun au cours d'une campagne agricole relativement brève (juin à septembre).²¹ Cette contrainte liée à la main-d'œuvre constitue un important obstacle à l'accroissement de la production agricole. La pratique généralisée de la traction animale est utile, mais ne suffit pas à surmonter les contraintes très sérieuses liées à la main-d'œuvre. Par ailleurs, lorsque la productivité des cultures augmente considérablement, la pénurie de main-d'œuvre rend difficile la manutention, la transformation et la commercialisation de l'excédent de production agricole.

¹⁵ Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA), « Les Pertes post-récolte représentent jusqu'à 70 % des denrées produites en Afrique », 12 novembre 2014. (<https://www.agenceecofin.com/gestion-publique>)
<https://www.wetlands.org/publications/managing-malis-wetland-wealth-for-people-et-nature/>

¹⁶ CREDD, op. cit.

¹⁷ La dernière grande épidémie de ravageurs a été une invasion massive des criquets pèlerins en 2004.

¹⁸ Changement climatique au Mali, Impacts prévus sur les ravageurs et les maladies qui affectent certaines cultures, USAID, août 2014.

¹⁹ Managing Mali's Wetland Wealth for People et Nature, Wetlands International,

²⁰ CREDD, op.cit.

²¹ Geography of poverty in Mali, World Bank, April 23, 2015.

En raison de la pression démographique croissante, il est difficile pour les agriculteurs de garder les terres en jachère pendant longtemps, comme par le passé.²² Ils sont contraints de pratiquer une agriculture intensive sur la même terre, ce qui se traduit par l'accélération de la dégradation des terres agricoles et la baisse de la fertilité du sol. La fertilité généralement faible des sols maliens limite la réalisation du potentiel en termes de niveaux de production des cultures. L'utilisation des engrais chimiques et des semences améliorées accroît les rendements des cultures, mais l'application de ces intrants sur des sols dont les nutriments sont épuisés ne se traduit pas par l'augmentation de rendement à laquelle l'on pourrait s'attendre sur des sols enrichis.²³ L'amélioration des sols du Mali nécessite que les agriculteurs déploient des efforts supplémentaires pendant plusieurs années. Il est difficile d'améliorer les conditions de vie sur un sol dont le niveau de fertilité baisse, en particulier dans un pays essentiellement agraire. Toutefois, de nombreux agriculteurs rechignent à faire cet effort supplémentaire, car ils ne disposent pas de droits sûrs sur la terre qu'ils cultivent. En effet, moins de 5 % des agriculteurs au Mali disposent d'un titre légal de propriété pour leurs terres.²⁴

L'un des principaux défis auxquels le secteur agricole au Mali est confronté concerne l'alimentation des populations dans les zones urbaines en pleine croissance. L'urbanisation rapide (taux de croissance de plus de 4,5 % par an) entraîne une augmentation de la demande pour les céréales de base produites par les agriculteurs maliens.²⁵ Par ailleurs, il existe une demande pour les céréales, le poisson et les produits de l'élevage maliens dans les pays voisins. Tandis que la demande accrue de denrées alimentaires présente un défi, elle offre également une opportunité pour le secteur privé, qui devrait jouer un rôle de premier plan en créant des systèmes durables permettant aux agriculteurs maliens de produire et commercialiser davantage leur production. Cependant, il sera difficile pour le Mali de mettre pleinement à profit ses avantages compétitifs en matière de commercialisation des produits agricoles tant que la plupart de ses routes seront en piteux état et que des retards seront accusés et des coûts supplémentaires encourus en raison des barrages routiers illicites et de l'exigence de pots de vin.²⁶

Les données factuelles concernant les contraintes liées aux systèmes de commercialisation (et certaines contraintes afférentes aux chaînes de valeur telles que celles relatives à l'horticulture) pourraient faire défaut ou être trop obsolètes pour être tout à fait pertinentes. La Mission envisage d'entreprendre, avec le soutien de Washington et/ou de consultants extérieurs, un examen plus approfondi des évaluations existantes. Des études analytiques supplémentaires seront entreprises, si les conclusions soulignent la nécessité d'éclairer la conception du programme. Ces études aideront à affiner les activités au titre de la Composante 1 : Croissance économique inclusive et durable tirée par l'agriculture (voir Section D. Composantes du programme).

²² Mali, Africa's Soil Fertility et Food Security Crisis, Roland Bunch, Groundswell International, April 2011.

²³ Mali Agricultural Pilot, Soil Baseline et Background Research, Daouda Sidibé, Oxfam, February 2013.

²⁴ Mali Land Tenure Assessment Report, USAID, September 2010.

²⁵ United Nations, Population Division, World Urbanization Prospects, 2014.

²⁶ VcClir: Mali, Commercial Legal and Institutional Reforms for Agricultural value Chains in Mali, Agenda for Action, USAID/Enabling Agricultural Trade, February 2012.

Au nombre des freins à l'accroissement de la productivité agricole figurent également la faiblesse du niveau d'instruction des agriculteurs maliens et le lourd fardeau de la maladie, qui réduisent leur capacité à travailler efficacement. Le taux d'alphabétisation national moyen est de 43,1 % pour les hommes et 24,6 % pour les femmes.²⁷ Les taux d'alphabétisation moyens en milieu rural sont inférieurs aux moyennes nationales. Les maladies, en particulier le paludisme, sont souvent citées par les agriculteurs comme facteurs de la réduction de la main-d'œuvre pour les travaux champêtres.

1.5 Préoccupations relatives aux conflits et à la sécurité

Le Mali a connu une grave crise sécuritaire et politique ces dernières années. En janvier 2012, un conflit armé a éclaté au Nord du pays, au cours duquel les rebelles Touareg ont pris le contrôle d'un territoire dans cette partie du pays. Pendant 20 années, le Mali avait été cité comme un modèle pour sa stabilité démocratique progressive, jusqu'à ce que le gouvernement constitutionnel élu soit renversé par des éléments rebelles de l'armée en mars 2012. Afin de freiner l'expansion territoriale des islamistes au Nord du Mali, l'armée française a lancé l'Opération Serval en janvier 2013. Un mois plus tard, les forces maliennes et françaises avaient repris la majeure partie du territoire du Nord. Des élections présidentielles ont eu lieu en juillet 2013 et l'ordre constitutionnel a été rétabli. Cependant, la sécurité et le contrôle du Nord du Mali par l'État n'ont jamais été pleinement rétablis. Alors que l'accord de paix négocié par l'Algérie et signé à Bamako par toutes les principales parties au conflit du Mali en juin 2015 avait suscité beaucoup d'espoir quant au rétablissement de la paix et au renforcement de la stabilité, un certain nombre d'incidents sécuritaires graves se sont produits depuis cette date et « l'Accord d'Alger » n'a pas été pleinement respecté.

Il est difficile de prédire l'avenir de la paix au Mali. À ce jour des affrontements armés dans le Nord et le Centre du Mali se poursuivent et le risque d'attaques terroristes dans les régions du Sud du pays demeure élevé, les militants n'attendant qu'une occasion de passer à l'attaque. Par ailleurs, le nombre d'incidents sécuritaires a augmenté en 2017, en particulier dans le Centre du pays qui était auparavant relativement pacifique. En outre, le conflit au Mali s'étend au Burkina Faso et au Niger. Des parties du Centre du Mali (surtout le Nord de la région de Mopti) sont de plus en plus soumises à l'influence d'organisations extrémistes violentes (OEV). D'autres zones, dont d'autres parties de la région de Mopti et les zones situées le long de la frontière avec la Mauritanie, sont de plus en plus menacées par les OEV, qui attaquent souvent les symboles de la présence de l'État (notamment les postes de police). Cette instabilité et les restrictions sécuritaires imposées par le gouvernement qui en découlent minent sérieusement la libre circulation des biens et des personnes, compliquent les activités de développement, menacent d'exacerber les crises humanitaires et nécessitent des niveaux élevés de coordination et de planification d'urgence.

2. Ciblage

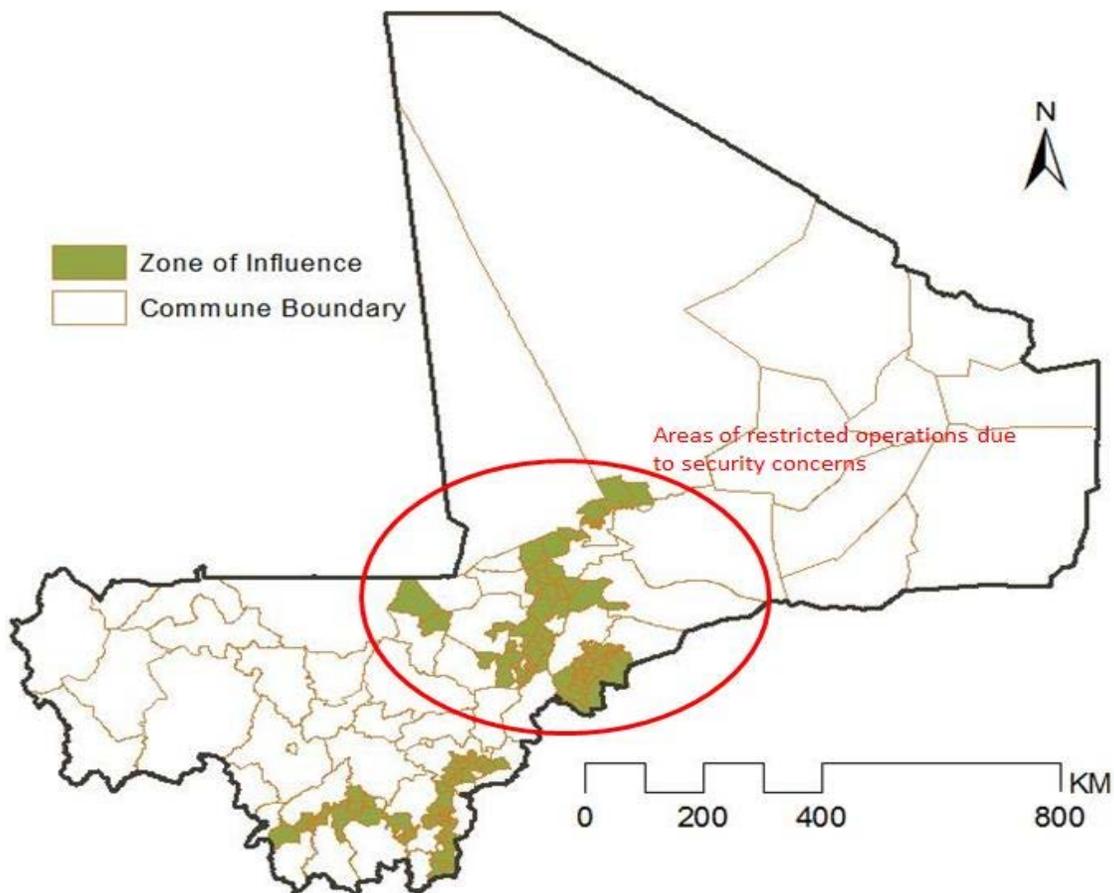
2.1 Critères de sélection géographique

En 2011, l'USAID/Mali a appliqué une série de critères aux 703 communes du Mali afin de déterminer la zone d'influence (ZI) de l'Initiative, qui comprend des parties des régions de

²⁷ UNICEF Statistics, Mali, 2015.

Sikasso, Mopti, et Tombouctou. Bien que ces critères demeurent valables, l'aggravation de la situation sécuritaire a sérieusement compromis la capacité des partenaires de mise en œuvre de l'USAID à fonctionner au sein des communautés cibles dans certaines zones du pays, tel qu'illustré par la carte ci-dessous. La capacité de l'USAID à assurer suffisamment le suivi et l'encadrement a également été réduite. Par exemple, à Mopti, la situation sécuritaire demeure précaire et l'accessibilité de différentes parties de la région fluctue fréquemment (sur une base mensuelle, hebdomadaire et quotidienne) en raison de la dangerosité de la situation imputable aux attaques de bandits et d'extrémistes. L'administration régionale a interdit l'utilisation des camionnettes et des motocyclettes, deux types de véhicules qui revêtent une importance capitale pour les agents de mise en œuvre de l'USAID dans plusieurs situations.²⁸

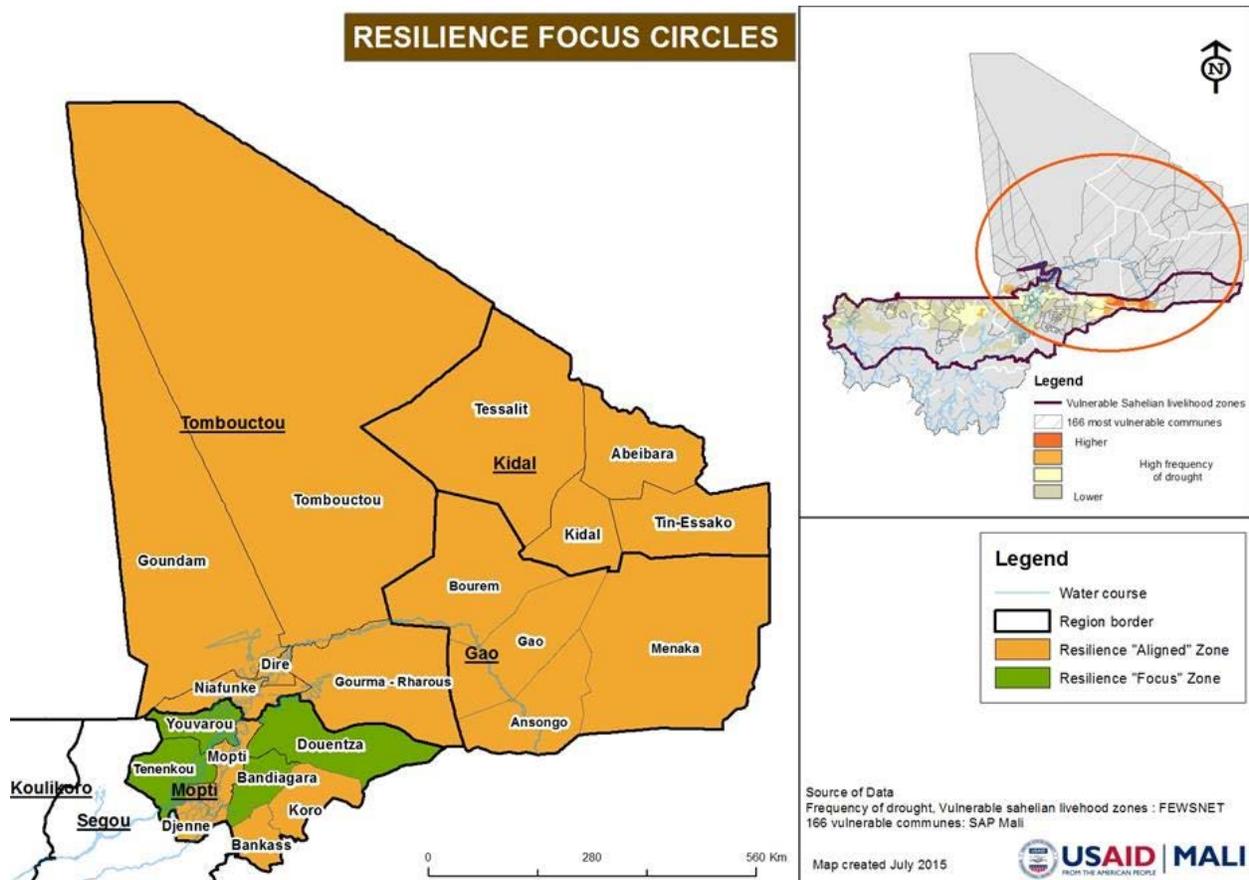
²⁸ Au départ, l'interdiction prévoyait des exceptions pour l'aide humanitaire. Mais, depuis, elle est appliquée sans exceptions.



2.2 Zone de concentration de la résilience dans la zone d'influence de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le monde

En 2014, l'USAID/Mali a créé une zone de concentration de la résilience dans la région de Mopti afin de renforcer la résilience des populations vulnérables aux chocs récurrents. Cette zone a été retenue à cause de sa vulnérabilité aux chocs et stress climatiques récurrents, exacerbés par le conflit, ainsi qu'en raison des niveaux élevés de pauvreté. En outre, elle a été choisie en raison de son avantage comparatif lié aux stades avancés des programmes existants de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le monde, la santé, l'éducation et l'assistance humanitaire (Bureau d'Assistance Alimentaire de l'USAID Food for Peace (FFP) pour assurer la coordination et la mise en œuvre. Seize communes dans quatre cercles (Youwarou, Tenenkou, Bandiagara et Douentza) ont été retenues pour faire partie de la zone d'intervention, essentiellement en raison des niveaux élevés de l'extrême pauvreté qui y sévit. Un nouveau programme de développement de FFP a été élaboré et lancé dans ces cercles afin d'améliorer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et du revenu pour 270 000 personnes vulnérables et compléter les efforts en cours. Ce programme s'appuie également sur d'autres programmes de l'USAID, notamment l'Initiative Alimentaire pour l'Avenir, qui est présente dans 14 des 16 communes de la zone d'intervention pour la résilience. Une « Zone alignée » sur la résilience a été créée au Nord du Mali étant entendu que l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le monde et

d'autres programmes de l'USAID pourraient être étendus à ces zones afin de remédier à la vulnérabilité chronique, au fur et à mesure que la situation sécuritaire s'améliore.



2.3 Besoins de souplesse et de coordination

Étant donné qu'il est important pour l'USG de demeurer engagé au Centre du Mali et qu'il est, cependant, impossible de prévoir dans quelles communes de la région de Mopti les activités (et quel type d'activités) seront possibles, en raison d'une situation qui évolue constamment, le présent plan propose de garder dans la ZI les communes de la région de Mopti déjà couvertes par l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le monde et d'en ajouter 11 autres²⁹ où les programmes de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le monde peuvent être exécutés parallèlement à des programmes existants de santé, du Bureau d'Assistance Alimentaire de l'USAID Food for Peace, de lutte contre le changement climatique, ainsi que de démocratie et de gouvernance (DRG). Toutes les communes ajoutées figurent également sur la liste des 166 communes les plus vulnérables du GM ou comptent parmi la moitié la plus pauvre dans le classement de la pauvreté de 2008. Au cas où l'insécurité empêcherait les interventions dans certains villages ou villes dans l'une des communes cibles, l'USAID/Mali aura un plan d'urgence d'appoint pour travailler de manière respectueuse de l'environnement dans les

²⁹ Avec l'ajout de 11 nouvelles communes, la ZI comprend, à présent, toutes les communes où intervient le projet Harande du programme « Vivres pour la paix ».

zones restantes plus sûres au sein de la ZI.³⁰ Cette planification sera coordonnée avec d'autres investissements au titre des programmes de l'USAID dans d'autres secteurs.

Le plan d'urgence prendra en compte essentiellement la situation politique et sécuritaire qui prévaut au Mali, mais fera preuve de souplesse également afin de s'attaquer aux crises naturelles et humaines qui ont de graves impacts sur la mise en œuvre du programme de la SGSA.³¹ L'USAID adoptera une approche « sensible aux chocs »³² pendant la conception et l'exécution de ses programmes au titre du présent plan et intégrera des facteurs de modification de crises dans ses activités qui seront déclenchés à l'apparition de ces types d'événements. Ces facteurs de modification de crise permettront de détourner les ressources disponibles et d'assurer l'ajustement des cibles d'indicateurs. Compte tenu de la complexité de la situation sécuritaire, les programmes dans la région de Mopti mettront un accent particulier sur la gestion et l'atténuation des conflits, plus particulièrement en coordination avec les investissements de l'USAID relatifs à la démocratie et à la gouvernance.

Outre la nécessité de faire preuve de souplesse, il convient d'assurer la coordination de l'ensemble des programmes de l'USAID et de l'USG qui contribuent à la réalisation des objectifs de la SGSA. Cette coordination est particulièrement nécessaire dans la région de Mopti, en raison des préoccupations d'ordre sécuritaire et de la présence de la zone cible pour la résilience, mais il existe un impératif stratégique pour la coordination dans l'ensemble de la ZI de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le monde. En particulier, les investissements du Bureau de la santé de l'USAID dans la nutrition, l'EAH et le renforcement du système de santé contribuent à atteindre tous les objectifs de la SGSA dans la mesure où ils permettent d'effectuer des investissements complémentaires de nature à améliorer la productivité, la résilience et la nutrition des populations. De même, les investissements de l'USAID dans l'adaptation au changement climatique renforcent la capacité du gouvernement à fournir des informations climatiques en temps réel et précises afin de réduire les risques pour la production agricole. L'USAID et les partenaires des différentes agences du gouvernement des États-Unis étudieront les possibilités d'optimiser les synergies entre le programme et l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le monde en vue d'améliorer l'efficacité et les résultats, y compris la co-localisation et la co-exécution stratégique éventuelles du programme.

2.4 Sous-zones

La ZI proposée de la SGSA du Mali est répartie essentiellement en deux sous-zones, à savoir la sous-zone Centre/Nord dans la région de Mopti (# 1) et la sous-zone Sud dans la région de Sikasso (# 2). La sous-zone de Mopti est dominée par la zone climatique sahélienne où le

³⁰ Les critères retenus pour la sélection des ZI de l'Initiative Alimentaire pour l'Avenir étaient les taux de vulnérabilité, de malnutrition, d'accès à l'eau potable et de pauvreté. L'on a également pris en considération la densité de la population et le classement pour les conflits et l'insécurité. D'autres critères sont prévus pour le réaménagement éventuel des ZI dans le cadre d'un plan d'urgence. L'un de ces critères supplémentaires pourrait être « l'accès au marché ». Il convient de souligner que les densités de population les plus élevées au Mali se rencontrent dans le tiers Sud du pays où résident 90 % de la population du pays.

³¹ Les crises peuvent comprendre une sécheresse généralisée, de graves inondations et/ou de graves épidémies de maladies des végétaux ou une invasion de ravageurs tels que le criquet pèlerin ou la chenille légionnaire.

³² <https://www.usaid.gov/resilience/resources>

niveau de précipitations annuelles s'élève à 250-500 mm par an, tandis que la majeure partie de la sous-zone de Sikasso est située dans la zone climatique soudanienne où les précipitations atteignent 900-1100 mm par an au cours d'une saison des pluies allant de juin à octobre. Ces deux sous-zones présentent, à l'heure actuelle, des situations sécuritaires différentes, tel que indiqué plus haut. La majeure partie des communes dans la sous-zone de Mopti font partie des 166 communes les plus vulnérables du GM, tandis qu'aucune commune de la sous-zone de Sikasso n'en fait partie. Toutefois, Sikasso enregistre des taux de retard de croissance plus élevés que les moyennes nationales, ce qui la rend vulnérable sur le plan nutritionnel.

Compte tenu des différences liées au climat, aux cultures produites, à la sécurité et à la vulnérabilité aux chocs qui caractérisent les deux sous-zones, des programmes de différents types y seront exécutés. Par exemple, étant donné que le maïs est cultivé essentiellement au Sud, la quasi-totalité des activités spécifiques à cette chaîne de valeur seront exécutées dans la sous-zone 2. En outre, les éleveurs étant installés principalement dans le Centre et le Nord du pays, les activités spécifiques à l'élevage et les interventions visant à atténuer les conflits entre agriculteurs et éleveurs y seront concentrées. Avec une pluviométrie plus faible, il y a plus de chances que les chocs climatiques se produisent également dans le Centre du pays, ce qui rend la résilience climatique extrêmement importante dans cette zone. Par ailleurs, étant donné que le Delta intérieur du Niger reconnu au plan international et les terres humides protégées de la Plaine de Sourou sont toutes deux situées dans la sous-zone de Mopti, il est essentiel que les programmes qui y sont exécutés comportent une composante « Gestion des ressources » naturelles.

Les deux sous-zones affichent des taux de retard de croissance supérieurs à la moyenne nationale et seront également ciblées par les interventions sensibles et spécifiques à la nutrition. Les activités de nutrition, de santé et d'EAH se poursuivront dans l'ensemble de la ZI, en s'appuyant sur les programmes qui ont réussi, dont la portée sera élargie afin de cibler pleinement tous les ménages du programme de 1 000 jours dans la ZI.

2.5 Population

Une partie importante de la population du Mali n'est pas en mesure de s'adonner à l'agriculture axée sur le marché, voire à l'agriculture de subsistance, faute de terres, de main-d'œuvre et d'intrants. Les communautés rurales du Mali se répartissent entre les propriétaires terriens traditionnels qui sont liés aux structures de pouvoir traditionnelles et ceux qui ne le sont pas. Seul le tiers économique supérieur de la population a accès aux ressources nécessaires pour pratiquer l'agriculture moderne axée sur le marché. La ventilation par catégorie de richesse montre que les catégories de richesse les plus faibles (environ 40 %) ne disposent pas des terres, de main-d'œuvre et du capital nécessaires pour s'adonner à l'agriculture à une échelle quelconque et gagnent leur vie autrement. Au Mali, la SGSA va promouvoir plusieurs voies de sortie de la pauvreté et une série variée d'options de subsistance fondées sur les besoins et les opportunités disponibles pour les bénéficiaires cibles. Il y aura un chevauchement des activités afin de veiller à ce qu'une approche d'implication du ménage puisse être adoptée. Ainsi, la SGSA ciblera les différents types de populations des sous-zones cibles avec des interventions différentes.

Catégories de ménages	Stratégies possibles	Stratégies d'intervention illustratives
Agriculteurs de subsistance et éleveurs disposant de ressources (terres, main-d'œuvre et/ou capital)	<p>Intensifier la production (de produits riches en substances nutritives) afin de passer à des chaînes de valeur à plus forte valeur et axées sur le marché</p> <p>Diversifier les activités vers les produits à plus forte valeur/haut rendement, notamment ceux de l'élevage et vers les activités non agricoles afin de réduire les risques, en particulier face aux chocs climatiques</p>	<p>Améliorer l'accès aux technologies de conservation (sol, eau, ...)</p> <p>Assurer la diversification vers les technologies économiques et les cultures plus productives/rendement plus élevé</p> <p>Étendre l'adoption de technologies et de pratiques améliorées</p> <p>Établir des liens avec les systèmes de commercialisation compétitifs</p> <p>Renforcer les Systèmes d'Information sur le Marché et la réponse aux systèmes d'alerte précoce</p> <p>Appuyer les instruments de gestion des risques</p> <p>Entreprendre des interventions liées à la nutrition, à la santé et à l'EAH</p>
Ménages pauvres en ressources	<p>S'adonner à des activités de subsistance non agricoles viables</p> <p>Assurer la sécurité alimentaire par le truchement des filets sociaux</p>	<p>Améliorer l'accès aux filets sociaux productifs</p> <p>Améliorer l'accès aux services financiers</p> <p>Accroître les capacités de résilience</p> <p>Accroître l'alphabétisation et les notions de calcul fonctionnelles</p> <p>Étudier les opportunités d'améliorer la sûreté et la rentabilité de la migration</p> <p>Étudier la possibilité d'établir des liens entre les interventions et les transferts de fonds</p> <p>Assurer la diversification vers les activités non agricoles</p> <p>Améliorer l'accès au perfectionnement de la main-d'œuvre/compétences professionnelles</p> <p>Promouvoir l'accumulation et la diversification des biens</p> <p>Renforcer le capital social</p> <p>Participer à des interventions liées à la nutrition, à la santé et à l'EAH</p>
Ménages et adolescentes du programme de 1 000 jours	Combiner les interventions au niveau du ménage avec d'autres programmes de renforcement et	Adopter une approche de changement de comportement afin de promouvoir de meilleures pratiques de nutrition et l'adoption de meilleurs comportements en

	d'amélioration de la qualité des systèmes de santé financés par le biais de mécanismes séparés au titre du portefeuille de la santé	favorer de recherche de soins de santé
Agriculteurs et éleveurs dans le commerce	Intensifier la production et assurer la vente sur les marchés locaux urbains et dans les chaînes de valeur dédiées Assurer la diversification afin de satisfaire la demande du marché pour des types de vivres diversifiés	Établir des liens avec les systèmes de marché compétitifs, notamment les chaînes de valeur dédiées et les marchés urbains Renforcer les Systèmes d'Information sur le Marché et la réponse aux systèmes d'alerte précoce Appuyer les instruments de gestion des risques de production, notamment l'assurance récolte et le développement de l'irrigation Améliorer l'accès aux services financiers, en particulier le crédit
Propriétaires de micro, petites et moyennes entreprises	Entreprendre des activités de renforcement des systèmes de marché	Faciliter les investissements du secteur privé Services financiers et services d'aide aux entreprises

2.6 Chaînes de valeur cibles

La majorité des bailleurs de fonds rencontrés par l'USAID/Mali ont cité la corruption comme un, voire le principal obstacle à l'accroissement de l'investissement et à l'accélération de la croissance économique au Mali. Le deuxième obstacle à l'investissement privé – et, par conséquent, à la croissance économique et à l'allègement de la pauvreté – le plus cité est l'accès limité au financement. Compte tenu de ces obstacles, la SGSA au Mali fera moins de recommandations concernant les chaînes de valeur retenues. Les programmes viseront à influencer les conditions du marché dans toutes les chaînes de valeur.

De l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde à la Stratégie Globale de Sécurité Alimentaire

Le précédent programme de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde de l'USAID/Mali a ciblé les chaînes de valeur suivantes : le petit mil/sorgho, le riz et l'élevage. Dans le cadre du présent Plan National de la SGSA, l'horticulture sera ajoutée à cette liste en raison de la forte demande pour ces produits et de la possibilité d'autonomiser les femmes grâce à l'amélioration de l'accès aux revenus et aux moyens de production agricoles. L'horticulture constitue également une chaîne de valeur cible supplémentaire au titre du présent plan et peut améliorer les revenus et produire un certain nombre de légumes riches en micronutriments.

Horticulture

Bien que le secteur des légumes demeure sous-développé au Mali, la demande de légumes croît au niveau tant local que régional. Selon l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali (API MALI), les importations de légumes ont augmenté de 35 %. La valeur des importations de fruits et légumes est évaluée à 17 millions de \$ par an. Les prix saisonniers des légumes fluctuent jusqu'à un taux record de 300 % entre juin et décembre.³³ Les principaux centres urbains de Bamako et les zones d'activités industrielles constituent le marché primaire au Mali. La demande de légumes à Bamako augmente à la faveur de la croissance rapide de la population (7 % par an), de la croissance de la classe moyenne et de l'augmentation du nombre de travailleurs étrangers tels que le personnel de la mission de maintien de la paix des NU. Il existe également une forte demande de légumes dans les zones rurales où il existe des activités industrielles, notamment les cimenteries et les sociétés minières. Cependant, cette demande est satisfaite essentiellement par des importations du Maroc et de l'Union Européenne. Selon la Direction Générale de l'Agriculture et du Développement Rural de l'Union Européenne, les exportations de légumes à partir de l'UE vers le Mali ont augmenté, passant de 2 millions d'euros en 2011 à 10 millions d'euros en 2015. Parmi les chaînes de valeur les plus importantes du Mali pour les marchés national et régional (dont la taille est supérieure aux exportations actuelles vers l'outre-mer) figurent les oignons/échalotes, la pomme de terre, la tomate et les légumes verts. De nombreux types de producteurs de cultures horticoles (en particulier ceux qui produisent pour les marchés local, national et sous-régional) partagent certaines caractéristiques de la chaîne de valeur des petits ruminants, à savoir des perspectives de croissance de la demande très prometteuses, à la faveur de l'amélioration des revenus, une production à haute intensité de main-d'œuvre et des systèmes de commercialisation qui emploient beaucoup de femmes.³⁴ L'ajout de l'horticulture est favorisé par la réussite des programmes existants de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde, qui appuient le maraîchage communautaire pratiqué par les groupements de femmes. L'USAID poursuivra ce type de programmes et ajoutera des interventions de nature à promouvoir l'accès à l'eau, en tenant compte de l'enseignement selon lequel le principal obstacle à la réussite est le manque de point d'eau.

Autres chaînes de valeur

Le présent plan prévoit un certain nombre d'autres chaînes de valeur qui pourraient bénéficier d'investissements, ainsi que de l'ouverture vers l'identification d'une large gamme de produits qui, à des niveaux localisés, jouent un rôle potentiellement important pour la nutrition et le revenu du ménage.

Riz : Les activités de la chaîne de valeur du riz seront concentrées essentiellement sur le riz de bas-fond qui offre davantage d'opportunités à l'autonomisation des femmes, dans certains cas, il permet le maraîchage et cause moins de complications environnementales potentielles. La priorité sera également accordée au maintien des chaînes de valeur du petit mil/sorgho, du

³³ <http://apimali.gov.ml/node/164>

³⁴ Évaluation de l'agriculture de MSU 2011

riz et de l'élevage au Ces dernières avaient été retenues, au départ, pour l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde , après des consultations approfondies, et qui permettent aux programmes futurs de mettre à profit et à échelle les interventions les plus durables entreprises dans le cadre des activités antérieures et en cours de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde.

Élevage : Les programmes dans la chaîne de valeur de l'élevage accorderont la priorité à l'élevage des petits ruminants par les femmes comme moyen d'accroître la résilience et de diversifier le régime alimentaire en y apportant davantage de protéines. Les activités poursuivront également les programmations actuelles de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde en vue d'améliorer le fourrage pour le bétail, ainsi que la production et l'offre d'aliments pour animaux. Par ailleurs, l'on mettra davantage l'accent sur la pérennisation des chaînes de valeur de produits naturels.

Maïs : La production de maïs est en constante augmentation au Mali au cours de la dernière décennie sans subventions. Il constitue la principale source de nourriture pour la volaille et joue un rôle essentiel en permettant aux familles de compléter leur régime alimentaire avec des protéines tirées des œufs et de la viande de volaille. Par ailleurs, les producteurs de maïs ont été confrontés à une nouvelle menace sous forme de légionnaire d'automne américain en 2018. L'USG est bien placé pour aider le secteur agricole du Mali à faire face à cette nouvelle menace à travers la lutte contre ce ravageur. Les activités avec les producteurs de maïs seront en corrélation directe avec les efforts visant à influencer la politique relative aux intrants agricoles, particulièrement en ce qui concerne les pesticides.

Aviculture : L'aviculture pourrait jouer un rôle dans les programmes de nutrition en vue d'introduire davantage de protéines dans les régimes alimentaires des bénéficiaires sous forme d'œufs ou de viande. Des investissements pourraient être effectués dans le domaine de l'introduction de races qui pondent davantage d'œufs, ainsi que dans celui de la prévention des maladies.³⁵

Graines oléagineuses : Les graines oléagineuses recèlent un potentiel pour l'investissement du secteur privé en vue de la transformation et pour générer des revenus pour les groupes de femmes. L'USAID/Mali finance les partenariats public-privé de ce genre et un projet de l'USAID aide, actuellement, une entreprise à mobiliser le financement nécessaire pour une usine de transformation du beurre de karité. L'arachide est une culture pour laquelle les activités de sécurité alimentaire de l'USDA pourraient se traduire par une augmentation des exportations. Les tourteaux produits à partir des sous-produits du coton sont utilisés au Mali comme aliments du bétail en période de soudure.

³⁵ Au moment de la rédaction du présent Plan, le Mali connaissait une épidémie de la maladie de New Castle qui touche la volaille

3. Cadre de résultats

Plan National de la SMSA du Mali : EB 2018-22
But : Réduire durablement la faim, la malnutrition et la pauvreté à l'échelle mondiale

Objectif 1
Croissance inclusive et durable tirée par l'agriculture, augmentation de l'emploi

Objectif 2
Renforcer la résilience des populations et systèmes

Objectif 3
Une population bien nourrie, en particulier les femmes et les enfants

RI 1
Augmentation durable de la productivité, en particulier par le truchement d'approches intelligentes face au climat

RI2
Liens renforcés et étendus avec les systèmes de commercialisation

RI 3
Utilisation accrue de produits financiers abordables et appropriés (crédit, épargne, assurance)

RI 4
Amélioration de la réduction proactive du risque économique, sanitaire et climatique, ainsi que de l'atténuation et de la gestion de celui-ci

RI 5
Amélioration de l'adaptation et du redressement suite aux chocs et tensions économiques et sanitaires

RI 6
Les facteurs de conflits sont atténués

RI 7
Augmentation de la consommation d'aliments nutritifs et sûrs

RI 8
Augmentation de l'utilisation des interventions et services de nutrition directs

RI 9
Environnements domestiques et communautaires plus hygiéniques

Résultats intermédiaires transversaux

RIT – Amélioration de la gestion des ressources naturelles

RIT – Amélioration de l'égalité homme-femme et de l'autonomisation des femmes

RIT – Gouvernance, politique et institutions plus efficaces

RIT – Amélioration de la sécurité alimentaire

Résultats complémentaires

Les efforts de sécurité alimentaire à long terme tirent parti et contribuent aux flux de travail complémentaires qui promeuvent :

La croissance économique et l'augmentation du revenu du ménage	Des écosystèmes et une biodiversité sains	Une société malienne stable et démocratique qui respecte les droits humains et l'état de droit	La réduction du fardeau de la maladie et des Maliens mieux instruits
--	---	--	--

3.1 Théorie du changement

La théorie du changement (TC) générale qui suit et les trois TC liées aux objectifs y relatifs décrivent les liens de causalité intégrés dans le cadre des résultats. La TC générale du présent plan est la suivante :

À supposer une dégradation continue de la situation sécuritaire, si l'USG et les partenaires peuvent continuer d'intervenir dans un lieu donné, et si les interventions de gestion et d'atténuation des conflits renforcent la cohésion sociale et la capacité des ménages et des communautés à résoudre les conflits, si les systèmes de commercialisation sont renforcés, si les entreprises et les exploitations agricoles se développent et augmentent les opportunités d'emploi, si les ménages et les communautés cibles peuvent mieux gérer les risques, notamment les chocs induits par les conflits, et si les ménages du programme de 1 000 jours utilisent des pratiques de nutrition améliorées et adoptent de meilleurs comportements de recherche de la santé, la sécurité alimentaire dans les zones cibles sera maintenue ou renforcée.

3.2 Croissance inclusive et durable axée sur l'agriculture

Si les interventions de l'USG renforcent l'utilisation de meilleures technologies et pratiques commerciales, améliorent l'accès à des services financiers appropriés, des pratiques agricoles durables et intelligentes face au climat, la sécurité alimentaire et l'intégration des agriculteurs et des éleveurs dans les systèmes de commercialisation locaux, la croissance des entreprises et des exploitations agricoles ciblées sera accélérée et celles-ci créeront davantage d'opportunités d'emplois – *en référence* à la Stratégie de Coopération pour le Développement du pays de l'USAID/Mali (CDCS), 2015-2020.

3.3 Renforcer la résilience des populations et des systèmes

Si les interventions de l'USG permettent aux bénéficiaires et systèmes cibles de réduire de manière proactive le risque de connaître des chocs et des tensions ou de réduire leur ampleur; de mieux faire face aux chocs et à se remettre de ceux-ci ; et mieux éviter ou résoudre les conflits, le nombre de personnes qui ne peuvent échapper durablement à la pauvreté à cause des chocs sera réduit et la charge des cas humanitaires s'en trouvera réduite.

3.4 Une population bien nourrie, en particulier les femmes et les enfants

Si les interventions ciblées de l'USG sensibles à la nutrition dans l'agriculture et les chaînes de valeur appuient l'amélioration des résultats de la nutrition à travers de plusieurs voies conceptuelles, notamment: l'amélioration de la disponibilité, de l'abordabilité et de la consommation d'aliments variés et nutritifs pour les ménages et les adolescentes du programme de 1 000 jours; l'amélioration de l'accès aux ressources en eau pour la consommation; l'augmentation du revenu pour les dépenses consacrées à la nourriture et autres articles; et l'amélioration de l'autonomisation des femmes (qui affecte le revenu, la capacité à prodiguer les soins et les dépenses que les femmes consacrent à l'énergie), la pauvreté, la faim et la malnutrition seront réduites.

Afin de traduire ces activités sensibles à la nutrition en gains nutritionnels concrets, les programmes seront complétés par un paquet exhaustif d'interventions spécifiques à la nutrition. Une approche globale de changement de comportement social au niveau des programmes spécifiques et sensibles à la nutrition – le ciblage des communautés et des ménages – encouragera l'amélioration des pratiques de nutrition et l'adoption de meilleurs comportements en faveur de la recherche de la santé des ménages du programme de 1 000 jours. Ces activités à leur tour seront appuyées par d'autres programmes qui renforcent et améliorent la qualité des systèmes de santé financés à l'aide de mécanismes séparés dans le portefeuille de la santé. En permettant aux bénéficiaires cibles de mieux s'offrir et d'avoir un meilleur accès à des aliments nutritifs sûrs et de les consommer, d'avoir accès à des services de santé efficaces et à l'eau potable et de vivre dans un milieu sain, leur état nutritionnel et de santé sera amélioré.

4. Composantes du programme

4.1 Introduction

Les Composantes du présent programme appuieront la réalisation du principal objectif du GM, du PNIA, du MNSP et du PRP, ainsi que de ceux de la CDCS de l'USAID/Mali, 2015-2020 et de la Stratégie Nationale Intégrée du Gouvernement des États-Unis 2017. Le Plan national repose également sur les principales leçons tirées des cinq années précédentes des programmes de nutrition et de changement climatique global de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde.³⁶

4.2 Approches de mise en œuvre/principes directeurs

Convergence géographique: Les activités/projets de la SGSA, en étroite coordination avec d'autres activités et projets de la mission, s'efforceront d'intervenir dans les mêmes communautés afin d'atteindre des objectifs intimement liés. Les programmes identifieront les opportunités de concevoir, déterminer la séquence et intégrer les interventions et assureront un niveau de coordination et de collaboration plus élevé afin d'éviter le chevauchement des efforts et d'économiser le peu de ressources disponibles.

³⁶ Initiative Alimentaire pour l'Avenir, Mali, EB 2011-15 Stratégie pluriannuelle, 28 avril 2011.

Approches souples des conditions évolutives: Depuis la publication de la Stratégie de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde au Mali de 2011, d'importants changements sont intervenus au cours des sept dernières années. La situation sécuritaire au Mali a empiré; la mission a effectué une évaluation environnementale programmatique (EEP) des zones de terres humides dans la région de Mopti; le budget de l'USAID/Mali – le principal contributeur au financement des programmes au titre du présent plan – a baissé et la population a augmenté. Les deux derniers changements susmentionnés se sont tout simplement traduits par une réduction du montant du financement de l'USAID par habitant dans chaque commune de la ZI ainsi que par un contact moins intensif avec les ménages du programme de 1 000 jours dans certaines zones du pays. Par ailleurs, les autres choses sont restées intactes. Cet état de fait nécessite que l'USAID/Mali adopte plus d'approches de facilitation afin d'assurer les changements systémiques nécessaires en vue d'obtenir des résultats. La programmation dans les environnements où le niveau d'insécurité est élevé dans certaines parties du Mali est également plus coûteuse. Par conséquent, il sera nécessaire de financer directement les programmes qui auront l'impact le plus élevé et de combiner les programmes afin d'obtenir davantage de résultats et de mettre en œuvre plus d'approches de facilitation pour produire des changements systémiques nécessaires aux résultats.

Des techniques de conception de programmes « sensibles aux chocs » seront également utilisées; tout en élaborant de nouveaux programmes et adaptant potentiellement les programmes existants de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde de manière à réagir aux changements sur le terrain, en particulier la situation sécuritaire sans cesse changeante. Les programmes de développement exécutés par les différents organismes et bureaux de l'USG au sein de l'USAID seront coordonnés³⁷ et ciblés pour les mêmes bénéficiaires afin de renforcer mutuellement leurs impacts positifs. La planification stratégique, le suivi continu et les relations fiables avec les organismes et bureaux humanitaires, notamment FFP et l'OFDA, seront conçus de manière qu'en cas de choc nécessitant une réponse humanitaire, elle puisse être déclenchée rapidement pour appuyer et renforcer les investissements en matière de développement.

Inclusivité: Les programmes de l'USG prendront en compte tous les groupes sociaux et politiques, notamment les femmes et les filles, les jeunes, les populations vulnérables et pauvres, ainsi que les autres groupes handicapés et marginalisés.

Conception de programmes visant à renforcer la résilience: L'approche de la SGSA du Mali vise à renforcer la résilience des populations et des systèmes face aux chocs de plus en plus fréquents. Ceci revient à mettre l'accent sur la réduction et la gestion proactives du risque, l'amélioration du redressement après les chocs et particulièrement dans le contexte du Centre et du Nord du Mali, mettre l'accent sur la gestion et l'atténuation des conflits. Les études récentes ont montré que l'amélioration de l'accès à l'information pour prendre de meilleures décisions concernant les moyens d'existence (informations sur le marché, le climat, etc.), l'amélioration de la propriété des biens, l'éducation (y compris la formation et l'alphabétisation), l'accès aux services financiers et les transferts améliorent la capacité des

³⁷ Il convient de prendre note des enseignements tirés de la coordination au titre du programme RISE du Sahel de l'USAID.

bénéficiaires à atténuer l'impact des chocs et à se redresser après ceux-ci. Ceci comprend la promotion des questions transversales, la collaboration sur les composantes et secteurs et la promotion des leçons tirées des facteurs qui améliorent la résilience. À titre d'exemple, la diversification des moyens d'existence en adoptant des stratégies non sensibles au climat est essentielle pour renforcer la résilience des populations vulnérables. Malgré que les programmes de la SGSA de l'USG au Mali renforcent le nombre de ces capacités de résilience à travers sa programmation, les investissements d'autres bureaux de l'USAID ou d'autres bailleurs de fonds et du GM seront essentiels pour la réussite.³⁸ Tous les programmes de la SGSA comporteront une composante « Sensibilité aux conflits »; les programmes spécifiques aux conflits seront pilotés par le bureau de la gouvernance de l'USAID.

Reconnaissance et soutien au caractère intégré des moyens d'existence ruraux et des voies multiples pour sortir de la pauvreté : Les ménages ruraux utilisent une large gamme de stratégies pour obtenir de la nourriture, générer des revenus, gérer les risques et répondre aux chocs, en particulier parce que la production agricole et animale est fondamentalement risquée. Les chocs, surtout les sécheresses et les inondations, sont une caractéristique endémique de la vie dans la ZI et ne pourraient qu'empirer avec l'accroissement de la variabilité climatique. Bien que beaucoup de ménages ruraux demeureront tributaires essentiellement de la production agricole et que l'USAID/Mali appuiera les efforts visant à réduire les risques liés à la production (notamment à l'accès à de meilleures semences, aux instruments financiers et à la conservation du sol et de l'eau), les options de moyens d'existence extra et non agricoles sont de plus en plus importantes pour les populations rurales et doivent être appuyées dans le cadre d'une approche globale de l'amélioration de la résilience, de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration de la nutrition. Les transferts, la migration et l'élevage ainsi que d'autres activités génératrices de revenu sont déjà essentiels pour la survie de beaucoup de ménages, surtout après les chocs. Pour ceux dont l'accès est limité à la terre et à la main-d'œuvre, l'accès aux options de moyens d'existence extra et non agricoles est essentiel pour la survie. L'USAID/Mali les aidera à accélérer la croissance économique axée sur l'agriculture, les investissements complémentaires dans l'éducation, la gouvernance et la santé.

Facilitation des réformes et de la croissance économique axée sur le secteur privé : Les activités de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde de la SGSA faciliteront les partenariats avec le secteur privé et encourageront les pratiques et comportements durables qui se traduiront par des résultats à long terme pour le Mali. Les activités de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde s'efforceront également à surmonter les obstacles systémiques au développement et à la croissance du secteur privé par le biais d'interventions stratégiques ciblées et de marché. En ce qui concerne le développement du secteur privé, l'USAID/Mali encouragera les acteurs à respecter la réglementation. Dans la mesure du possible, l'USAID/Mali intégrera la recherche sur la mise en œuvre de ses programmes afin de collecter des preuves et d'apporter des corrections à mi-parcours, le cas échéant. L'objectif global sera d'assurer des changements positifs durables une fois que l'aide extérieure aura pris fin.

Alignement sur d'autres priorités des bailleurs et de l'USG : La présente série d'interventions et d'approches complète ce que d'autres bailleurs de fonds et organismes d'assistance font à l'heure actuelle ou envisagent de faire au Mali. Cette conclusion est tirée d'une enquête sur le paysage des partenariats et les résultats de l'atelier des différentes parties prenantes tenu à Bamako du 17 au 19 octobre 2017³⁹. L'étude a nécessité des réunions séparées avec 16 représentants de bailleurs de fonds différents. L'atelier WSR a regroupé plus de 80 participants d'une large gamme d'acteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience. Les participants ont fait un certain nombre de recommandations pour la programmation. Le maintien du dialogue et des relations a commencé par cet atelier avec d'autres bailleurs de fonds et acteurs. Il sera essentiel pour la réussite.

Le Plan national de la SGSA est également en phase avec l'Objectif 3 du développement de la CDCS de l'USAID/Mali « PROSPÉRITÉ : Développement du bien-être socioéconomique ». La programmation relève du Résultat intermédiaire 3.2, « Réduction de la pauvreté et de la malnutrition ». Les Composantes 1 et 3 décrites ici – Une croissance inclusive axée sur l'agriculture et la mise au point d'interventions de santé, de nutrition et d'EAH – contribuent directement à la réalisation des deux objectifs contenus dans le RI 3.2 de la CDCS. En outre, le deuxième objectif de développement de la CDCS de l'USAID/Mali est « la RÉSILIENCE : Renforcer la capacité d'adaptation des communautés et des ménages vulnérables ». Les programmes de l'USAID s'efforceront d'accroître la résilience climatique et économique (RI 2.1 et 2.3, respectivement) afin de réduire les interventions humanitaires et l'insécurité alimentaire chronique dans la sous-zone du Centre du Mali. Ces efforts contribueront à la réalisation des objectifs de la CDCS et de l'Objectif 2 de la SGSA, « Renforcer la résilience des populations et des systèmes ».

Tout en appliquant ces principes fondamentaux de mise en œuvre, l'équipe de la SGSA s'efforcera également d'appuyer les principes, les objectifs et les priorités de l'USG dans le cadre de l'actuelle Stratégie intégrée pays pour la période 2014-18.

4.3 Composante 1 : Croissance économique inclusive et durable tirée par l'agriculture

Résultat intermédiaire (RI) 1 : Augmentation de la productivité durable, en particulier par le biais d'approches intelligentes face au climat

Bénéficiaires cibles : Les petits exploitants agricoles, en particulier les jeunes, tout en accordant la priorité aux femmes et aux éleveurs.

Dans le cadre de son PNIA, le GM s'emploie à accroître la production absolue et les rendements moyens de quatre cultures céréalières importantes au cours de la période 2015-2025 comme suit (kg/ha) : petit mil : 626 à 929 (32,6 %) ; sorgho : 1 218 à 1 666 (36,8 %) ; riz : 2 952 à 3 378 (14,4 %) ; et maïs : 2 733 à 4 175 (52,8 %).

Les principales méthodes par lesquelles le GM envisage d'atteindre ces augmentations du rendement consistent à assurer une utilisation fiable, abordable, en temps opportun et correcte, d'engrais de qualité et de semences améliorées. Le GM pense que la réalisation des

augmentations de la productivité est essentielle pour faire de l'agriculture le principal moteur de la croissance économique du Mali (but stipulé dans le PNIA). Il considère que la réalisation de ce but contribuera à accroître les revenus, éliminer la faim, réduire la pauvreté et améliorer l'état nutritionnel.

Les programmes de l'USAID et de l'USADF appuieront la réalisation du but du GM consistant à accroître les rendements grâce à la promotion de l'approvisionnement et de l'utilisation durable d'engrais, de semences améliorées, de services vétérinaires et d'autres intrants par le secteur privé. Les programmes auront également comme objectif primordial la promotion de systèmes de production alimentaire durables, fondés sur la nature intelligents face au climat et nutritifs qui veillent à ce que les ressources de la terre et de l'eau soient bien gérées et appuient la diversification des cultures nécessaires pour accroître les revenus, réduire les risques et assurer des régimes alimentaires nutritifs. Les programmes aideront différentes catégories de bénéficiaires à accroître le rendement de leurs cultures, choisir des chaînes de valeur nutritives et améliorer la qualité des animaux élevés en améliorant les connaissances sur les technologies et techniques améliorées et en éliminant les défaillances du marché qui empêchent les agriculteurs de réaliser des augmentations.

Les programmes intégreront les leçons tirées des interventions précédentes réussies de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde de l'USAID/Mali, notamment l'utilisation du microdosage pour une application plus efficace des engrais ; la régénération naturelle gérée par les paysans ; les pratiques intégrées de gestion de la fertilité du sol ; les techniques d'agroforesterie ; et les méthodes améliorées de gestion de l'eau. Ils appuieront les efforts du secteur privé malien visant à mettre au point des outils plus avancés au niveau national plutôt que de les importer. Un accent particulier sera mis sur les mesures que les populations rurales peuvent prendre pour améliorer la fertilité du sol, le couvert végétal et la rétention de l'eau. Ces pratiques peuvent réduire les risques climatiques et/ou aider les populations à s'adapter aux risques et, d'une manière générale, améliorer la résilience des producteurs et des terroirs. Sans ces investissements parallèles dans la base de ressources naturelles, en particulier dans la matière organique du sol, l'utilisation accrue des engrais chimiques n'aura pas l'impact souhaité en termes de productivité et de rendements économiques.

Compte tenu de l'importance de l'eau dans la production agricole et animale et de l'augmentation du nombre de conflits autour de l'eau entre les utilisateurs, les programmes appuieront la gestion des ressources naturelles et de l'eau. Encourager les utilisations multiples de l'eau et la gestion intégrée du terroir revêtent une importance particulière dans les zones qui sont sensibles à la sécheresse. Ces approches prennent en compte les besoins des éleveurs, des agriculteurs, des utilisateurs domestiques et les besoins de l'écosystème en vue de promouvoir l'utilisation durable de l'eau et des terres.

La mise en œuvre de cette composante nécessitera le développement du système de mise en œuvre durable qui fournit aux producteurs les intrants améliorés et les informations utiles – y compris les services climatiques et météorologiques – augmente la productivité agricole, réduit les risques et diversifie les moyens d'existence. Les programmes de l'USAID faciliteront l'adoption des meilleures pratiques intelligentes de gestion de l'agriculture, des terres et de l'eau face au climat, en tenant compte des problèmes et impacts

environnementaux. Les liens entre l'agriculture et la nutrition seront mis en exergue avec un accent particulier sur l'augmentation de la production des légumes et des produits verts nutritifs de haute valeur.

Les programmes prendront en compte également les réussites antérieures, notamment les techniques améliorées d'embouche et étudieront d'autres opportunités de chaînes de valeur animales potentielles. Un accent particulier sera mis sur la participation des femmes à ces activités pour la génération de revenu et l'ajout de protéines au régime alimentaire de la famille. Les programmes faciliteront l'adoption des technologies et meilleures pratiques les plus récentes dans l'élevage, y compris l'adaptation à l'évolution des épizooties due au changement climatique.⁴⁰

Les interventions dans l'agriculture et l'élevage le long de l'une des voies conceptuelles conduisant à la nutrition seront planifiées de manière délibérée et prendront en compte le suivi des progrès afin d'atteindre des résultats en matière de nutrition. Les principaux résultats sensibles à la nutrition dans l'agriculture et l'élevage comprendront l'amélioration de la disponibilité, l'abordabilité et l'opportunité de disposer d'aliments riches en substance nutritive sur les marchés locaux, l'amélioration de la gestion de l'environnement et de la salubrité des aliments, et l'augmentation des économies de temps et d'énergie pour les femmes. Les activités appuieront la réalisation des objectifs de la compétitivité agricole, de la croissance économique et de la nutrition.

Il est important de reconnaître et de prendre en compte l'importance des rôles des sexes, de la jeunesse et d'autres rôles sociaux dans la production agricole. Dans beaucoup de zones, les hommes, les femmes et les jeunes ont des rôles établis sur le plan social dans les systèmes de production. Par exemple, les hommes sont souvent responsables de la production agricole primaire, tandis que les femmes et les jeunes sont censés fournir la main-d'œuvre avant de travailler dans leurs propres champs qui sont souvent de qualité inférieure et de taille plus modeste. En outre, l'accès des femmes à la terre est souvent arbitré par les parents de sexe masculin et les femmes et les jeunes ont souvent accès à la terre par le biais de groupes ou de coopératives. Tout ceci peut rendre plus difficile la prise de décision par les femmes et les jeunes et limiter les avantages qu'ils tirent de la production agricole. Cependant, les femmes et les jeunes ont souvent des jardins de contre-saison, qui sont moins sensibles au climat et offrent des opportunités d'améliorer la nutrition et générer des revenus. Toute activité doit prendre en compte les différents rôles, responsabilités et opportunités qui s'offrent aux hommes, aux femmes et aux jeunes et les efforts visant à accroître les opportunités et réduire le fardeau. Parmi le nombre des domaines qui méritent d'être étudiés figurent en particulier, la disponibilité de la main-d'œuvre du ménage, les rendements potentiels de la main-d'œuvre; tout en veillant à ce que l'introduction de nouvelles technologies et techniques n'augmente pas le fardeau de la main-d'œuvre pour les femmes et à ce que les hommes, les femmes et les jeunes puissent mettre à profit les opportunités. La charge de travail pour les femmes et les hommes, ainsi que pour les personnes appartenant à d'autres orientations feront l'objet d'un suivi à l'aide de l'indice sommaire d'autonomisation des femmes dans l'agriculture (AWEAI) ou d'autres méthodologies.

RI 2 : Liens renforcés et élargis aux systèmes de commercialisation

Bénéficiaires cibles : Les producteurs agricoles et de bétail, les propriétaires de micro, petites et moyennes entreprises et les organisations de producteurs.

Les programmes de l'USAID, de l'USADF et de l'USDA contribueront à la réalisation du présent RI. L'accent sera mis sur les efforts visant à aider les organisations de producteurs et les agriculteurs pris individuellement à accroître leur capacité à effectuer correctement les récoltes et gérer leur production agricole et de préférence la commercialiser lorsque les prix sont plus élevés. Les programmes favoriseront la création d'infrastructures de stockage appropriées par le secteur privé ; l'utilisation du système de stockage hermétique ; tout en évitant les fumigants. Ils favoriseront la propagation de technologies qui réduisent les pertes après-récolte et améliorent le stockage et la transformation des produits agricoles afin qu'ils soient exempts de pathogènes, de contaminants et de grande qualité, et puissent, ainsi, obtenir de meilleurs prix sur les marchés locaux, nationaux et régionaux⁴¹. Afin de surmonter les contraintes de main-d'œuvre au niveau de l'exploitation, les programmes appuieront la fourniture des services de préparation des sols et de récolte par le secteur privé. Dans la mesure du possible, les programmes amélioreront les liens après-récolte en aval pour quelques chaînes de valeur et prendront des mesures en vue d'assurer la sécurité alimentaire.

Ces activités améliorées de manutention et de commercialisation peuvent créer de nouveaux emplois non agricoles, en particulier pour les jeunes qualifiés⁴². Les programmes appuieront les entreprises rentables au niveau communautaire ou dans les centres de commercialisation afin de fournir des outils agricoles ou des machines de transformation appropriés, par exemple, pour nettoyer et améliorer la qualité des graines alimentaires pour la vente sur le marché. L'un des objectifs consiste à faire en sorte que le secteur privé crée les emplois non agricoles tant nécessaires, contribuant ainsi à améliorer la productivité et la rentabilité agricoles. Le soutien à la création et au développement d'entreprises rurales gérées par les jeunes et les femmes sera un indicateur de performance important.

RI 3: Utilisation accrue de produits financiers abordables et appropriés (crédit, épargne, assurance)

Bénéficiaires cibles : Les petits exploitants agricoles, les éleveurs et les ménages bénéficiaires dans les zones cibles en accordant la priorité aux femmes et aux jeunes, ainsi qu'aux populations pauvres sans terre

L'atelier des acteurs de la SGSA du Mali est parvenu à un consensus en dix points dont l'un était la nécessité « d'améliorer l'accès aux marchés et la disponibilité du financement ». Les bénéficiaires de l'USAID dans tous les secteurs ont presque toujours relevé que l'accès au financement constitue une contrainte majeure à l'investissement privé. Souvent, les institutions financières existantes hésitent à accorder des prêts aux entreprises agricoles et aux agriculteurs. Lorsqu'elles le font, le financement disponible n'est pas bien structuré pour être utile pour les acteurs du secteur agricole. Dans cette composante, les programmes de

41

42

l'USAID/Mali établiront un partenariat avec le secteur privé afin d'améliorer l'accès à des moyens de financement et à des produits financiers adaptés. Les programmes viseront à élargir l'offre et l'absorption des services et produits financiers pertinents et accessibles pour les femmes et les jeunes. Ils utiliseront des approches réussies et les enseignements tirés des projets existants de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde. Par exemple, le manque de connaissances formelles des pratiques commerciales s'est avéré être un obstacle aux entrepreneurs qui reçoivent le crédit. Dans la mesure du possible, ceux qui recherchent un financement bénéficieront du renforcement de capacités nécessaires dans des domaines tels que la comptabilité, la gestion financière, la gestion des risques, etc.

4.4 Composante 2 : Résilience des populations et des systèmes

Bénéficiaires cibles : Les ménages, les petits exploitants agricoles, les éleveurs, les ménages du programme de 1 000 jours, les producteurs agricoles et de bétail et les entreprises agricoles démunis

Il est essentiel de renforcer la résilience face aux chocs et tensions récurrents afin d'atteindre les objectifs de la SGSA et de maintenir les acquis. Les maliens, en particulier, ceux qui ont peu de ressources sont vulnérables à plusieurs types de chocs qui peuvent les enfoncer rapidement (davantage) dans la pauvreté. Ces chocs peuvent prendre la forme de chocs co-variés, notamment les sécheresses, les inondations ou les épidémies de ravageurs, qui ont un impact sur plusieurs personnes en même temps ou sous forme de chocs idiosyncratiques qui affectent un seul ménage, y compris les chocs sur la santé (une blessure, une maladie ou un décès au sein de la famille). En outre, des facteurs tels que la croissance démographique, la dégradation de l'environnement, l'urbanisation et le manque de services publics exercent également des pressions sur les ménages, les communautés et les systèmes et peuvent exacerber les chocs. Dans le contexte spécifique du Nord du Mali, les chocs dus aux conflits sont monnaie courante, ce qui peut affecter directement les ménages, les priver de biens, d'argent ou d'abri, et affecter aussi les communautés et les systèmes. Par exemple, lorsque l'insécurité entraîne des restrictions de voyage et la fermeture des services publics, les systèmes de commercialisation, d'éducation et de santé en pâtissent.

Les récentes études⁴³ qui ont passé en revue les ménages dans la zone d'intervention de la résilience ont montré que beaucoup de ménages se remettaient d'un choc intervenu au cours de la dernière année. La sécheresse était le choc le plus cité, et était suivie des épizooties, des inondations et de l'envolée des prix des denrées alimentaires et des ravageurs. Les principales stratégies du ménage pour faire face aux chocs et tensions comprennent la vente d'animaux (pratiquée par près des deux-tiers des ménages), le changement du mode de consommation des aliments et les prêts. Les principaux investissements pour accroître la résilience comprennent l'amélioration de l'accès à – et l'utilisation de – l'information qui peut se traduire par de meilleures décisions concernant les moyens d'existence (information sur le marché, information sur le climat), l'amélioration de la propriété des biens, l'amélioration de l'éducation (y compris la formation professionnelle et l'alphabétisation), l'amélioration de l'accès aux services financiers, les liens avec les transferts, le renforcement des filets sociaux

formels et enfin, plus important encore, la diversification des moyens d'existence en adoptant des stratégies non sensibles au climat, telles que l'emploi extra et non agricole.

Les activités qui aideront les familles cibles à réduire l'exposition aux chocs, atténuer la gravité des chocs potentiels et mieux résister aux chocs qu'ils subissent et s'en remettre. Bien que la programmation au titre de cet objectif met l'accent sur les ménages et les communautés les plus vulnérables aux chocs et aux tensions, les ménages mieux lotis, les entreprises et les systèmes de commercialisation sont souvent vulnérables aux chocs et aux tensions, notamment le changement de l'emplacement du marché et les conflits ; la programmation doit mieux comprendre, réduire et atténuer les risques liés à ces acteurs. La SGSA prendra en compte tous ces acteurs et systèmes.

Au titre du présent Plan de la SGSA, les programmes des Composantes 1 et 3 contribueront également à la résilience des ménages, des communautés et des systèmes en réduisant les risques liés à la production, établissant des liens entre les producteurs et les marchés et les services et produits financiers afin d'accroître les opportunités et d'atténuer les risques, permettant d'accumuler des biens et d'améliorer les résultats en matière de santé et de nutrition. De manière spécifique, les nouveaux programmes de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde compléteront et mettront à profit les programmes de développement existants de FFP dans la zone d'intervention de la résilience et permettront aux ménages qui ont reçu l'aide de FFP de mettre à profit les opportunités économiques des systèmes de commercialisation. A un niveau plus élevé, un flux de financement ou un type de programmation seul ne suffit pas souvent à assurer la résilience à long terme. L'USAID, l'USDA et d'autres investissements de l'USG seront complémentaires afin d'obtenir des résultats. En outre, le développement de FFP et les programmes de l'Initiative des États-Unis contre la Faim et pour la Sécurité Alimentaire dans le Monde seront liés afin de promouvoir plusieurs voies de sortie de la pauvreté. A l'avenir, les leçons tirées des programmes existants de la résilience de l'USAID seront intégrées dans de nouveaux programmes axés sur la résilience. Pendant la conception du programme, l'USAID veillera à ce que les interventions mises au point prennent en compte les vulnérabilités des bénéficiaires et reflètent leurs besoins, aptitudes et priorités, ainsi que ceux des communautés dans lesquelles ils vivent.

RI 4 : Amélioration de la réduction, de l'atténuation et de la gestion proactives des risques (renforcer la capacité d'absorption)

Les moyens d'existence ruraux au Mali sont fondamentalement risqués, nécessitant des investissements pour réduire, atténuer et gérer le risque de manière que les ménages, les communautés et les systèmes puissent mieux absorber les chocs. Les investissements de la SGSA pourraient comprendre :

- les Systèmes d'alerte précoce, les mesures précoces et la préparation : Les investissements dans les systèmes d'alerte précoce et la réduction des risques de catastrophe ont permis d'économiser de l'argent et réduire les dépenses humanitaires à long terme. Les investissements antérieurs et actuels de l'USAID ont contribué à améliorer l'accès à de meilleures informations météorologiques et climatiques et établi des liens entre les communautés et ces systèmes de réponse et d'alerte précoces ;

- l'accumulation, la protection et la gestion des biens : La capacité à accumuler et mettre à profit des biens tels que le bétail est importante pour la gestion des chocs. Par exemple, la vente de bétail est pratiquée par près des deux-tiers des ménages dans la zone d'intervention de la résilience pour faire face aux chocs. Les investissements dans le bétail peuvent également aider à améliorer la nutrition et assurer l'accès aux protéines d'origine animale, tel que souligné à la Composante 3 ;
- les services financiers et l'inclusion financière: L'amélioration de l'accès aux services financiers et l'inclusion financière peuvent aider les individus et les communautés à accumuler de l'épargne qu'ils peuvent utiliser en cas de chocs. La participation aux associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) et d'autres types de groupes d'épargne se sont avérés importants pour l'amélioration de la résilience. Il existe des possibilités considérables de mise à échelle des services financiers pour ceux qui n'y ont pas accès, en particulier par le biais de nouvelles technologies, notamment l'argent et la banque mobiles qui desservent les populations éloignées des institutions physiques ;
- le capital social : Le capital social est la capacité à s'appuyer sur d'autres en temps de détresse. L'existence et la solidité des institutions communautaires, telles que les groupes d'épargne et les réseaux de parents, les amis et les contacts dans les communautés voisines et au-delà peuvent avoir une incidence significative sur la capacité d'un ménage ou d'une communauté à absorber les chocs.

RI 5 : Amélioration de l'adaptation et du rétablissement suite aux chocs et aux tensions (renforcement de la capacité d'adaptation)

Bien que les investissements dans la productivité agricole et animale soient essentiels pour la sécurité alimentaire, la croissance économique et la nutrition, pour beaucoup de ménages, ces investissements seuls ne suffisent pas à leur permettre d'échapper durablement à la pauvreté. Dans beaucoup de régions du Mali, l'agriculture et l'élevage traditionnels sont de moins en moins viables. Afin de s'adapter aux conditions changeantes, les investissements de la SGSA ne réduiront pas seulement la sensibilité de ces moyens d'existence aux risques, à travers l'adoption de technologies et de pratiques intelligentes face au climat telles que décrites au titre de l'OD 1, mais ils encourageront et permettront également la création de nouvelles options de moyens d'existence qui sont moins sensibles au changement climatique, notamment les nouveaux emplois non agricoles et extra agricoles améliorés. L'une des principales conclusions de la récente étude sur la résilience dans la région de Mopti est que la diversification des moyens d'existence grâce aux stratégies non sensibles au climat est essentielle pour accroître la résilience aux chocs. Les investissements dans ce domaine pourraient comprendre :

- l'éducation, la formation et l'amélioration de l'alphabétisation et des notions élémentaires de calcul, ainsi que l'amélioration des compétences immatérielles qui peuvent aider les populations vulnérables, en particulier les jeunes, à améliorer leur employabilité et participation réussie aux marchés. L'accès aux prêts et dons peut également s'avérer nécessaire pour appuyer l'entrepreneuriat. Par ailleurs, les programmes peuvent établir des liens entre l'éducation et les approches de moyens d'existence afin d'appuyer l'autonomisation et l'emploi des jeunes, y compris les opportunités d'emploi en milieu urbain et péri-urbain pour les bassins de main-d'œuvre rurale ;

- l'amélioration de l'accès à l'information afin de réduire les risques et prendre de meilleures décisions. Par exemple, les programmes d'adaptation au climat en cours de l'USAID continueront de promouvoir et favoriser une meilleure prise de décision à l'aide de l'information sur le climat, la météorologie et l'hydrologie et des approches de bassins hydrographiques qui regroupent différents groupes d'utilisateurs pour convenir de l'amélioration de la gestion de la terre et de l'eau, ainsi que des droits d'utilisation des zones améliorées. De même, l'accès à une information sur le marché en temps opportun accroît la capacité du ménage à prendre des décisions économiques proactives ;
- le soutien à une migration sûre et rentable comme option de moyens d'existence. L'exode rural vers les villes maliennes, les sites miniers et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier en saison sèche, constitue une stratégie de moyens d'existence pour beaucoup de ménages et peut générer des avantages importants. Cependant, il existe des risques liés à la migration, notamment pour le travail dans les mines. Une meilleure compréhension des modes et options de migration peut aider à atténuer les risques et améliorer les transferts dont dépendent beaucoup de ménages ruraux ;
- l'accès aux filets sociaux formels et informels et leur renforcement: Les filets sociaux formels peuvent être importants pour assurer des niveaux de consommation de base du ménage, en particulier pour les ménages les plus démunis et les plus vulnérables. FFP est en train d'apporter, une assistance sous forme de filets sociaux aux ménages vulnérables dans des situations d'urgence, notamment la nourriture et les espèces. Cependant, un changement transformationnel nécessite un système pour les transferts fiables vers les ménages vulnérables. FFP collabore avec d'autres bailleurs de fonds humanitaires et le GM afin de mieux comprendre les moyens d'existence, et améliorer les bases de données pour le suivi des populations et ménages vulnérables à l'effet d'améliorer le ciblage et les programmes de filets sociaux. FFP continuera de collaborer avec la communauté des bailleurs de fonds plus large, y compris le GM (c'est-à-dire le programme AGIR) et la Banque mondiale, afin de militer en faveur de systèmes de filets sociaux plus répandus et fiables pour veiller à ce que les besoins de consommation des ménages vulnérables soient satisfaits.

RI 6 : Les facteurs de conflit sont atténués

L'insécurité croissante et le conflit ouvert dans le Nord et le Centre du Mali menacent non seulement les gains en termes de développement, mais pourraient exacerber ou créer des crises humanitaires. Bien que les causes et les solutions de cette situation soient intrinsèquement complexes et nécessitent des interventions des acteurs au-delà de la portée de la SGSA, les programmes de l'USG au titre de ce plan sont appelés à jouer un rôle prépondérant. Les programmes collaborent avec les programmes d'atténuation des conflits, dirigés par le programme Paix, démocratie et gouvernance de la Mission et adopteront des approches sensibles aux conflits visant à réduire l'incidence et la gravité des conflits entre les groupes.

Les efforts visant à réduire les conflits entre les groupes d'agriculteurs et d'éleveurs autour de la terre et de l'eau et, surtout au sujet des couloirs par lesquels les éleveurs doivent faire passer leurs animaux seront poursuivis. Un accent particulier sera mis également sur l'amélioration des options de moyens d'existence pour les jeunes comme solution de rechange à leur engagement au sein d'organisations extrémistes violentes, en raison du manque d'opportunités économiques.

4.5 Composante 3 : Promouvoir une approche plus intégrée des interventions de santé, de nutrition et d'EAH

Bénéficiaires cibles : Tous les ménages du programme de 1 000 jours et les filles adolescentes

Bien que l'augmentation de la production et de la productivité puisse améliorer la disponibilité de nourriture pour la consommation locale, l'accroissement des revenus et la réduction des prix au consommateur ne suffisent pas à eux seuls à entraîner automatiquement des gains sur le plan nutritionnel.

Les voies et principes qui établissent des liens entre l'agriculture et la nutrition seront utilisés pour prendre en compte systématiquement les opportunités et menaces pour la nutrition pour toutes les Composantes du programme de la SGSA, en accordant la priorité aux approches préventives qui pourraient avoir un impact tant sur l'émaciation que le retard de croissance, tout en satisfaisant les besoins de la prise en charge de la malnutrition aiguë. L'intégration d'une approche globale côté demande demeure essentielle pour atteindre pleinement les objectifs de la SGSA.

Afin d'accélérer la réalisation d'un plus grand nombre de résultats importants sur le plan nutritionnel, la SGSA mettra à profit les programmes actuels pour intensifier et accroître la portée des interventions de nutrition, de nourriture et de salubrité de l'eau et de l'hygiène. La production de nourriture domestique demeurera une composante de cette approche exhaustive, tandis que les programmes de changement de comportement social et de communication (CCSC) et la programmation sexospécifique seront intégrés dans toutes nos activités. Une plus grande intégration entre les interventions sensibles et spécifiques à la nutrition sera assurée, en particulier dans les zones où la disponibilité de protéines d'origine animale est plus élevée, les revenus sont plus élevés et permettent d'effectuer de meilleurs investissements dans la santé et la nutrition, la production de nourriture au niveau du ménage, l'amélioration de l'accès aux services d'eau et d'assainissement de base gérés de manière sûre et l'amélioration du stockage après les récoltes en vue d'améliorer la salubrité des aliments et réduire les pertes annuelles. Des systèmes de suivi plus efficaces et adaptés seront intégrés dans les activités futures afin d'améliorer la qualité, le ciblage et la portée des programmes pour mieux s'assurer que les interventions sensibles et spécifiques à la nutrition se traduisent par l'adoption des comportements améliorés nécessaires et des résultats. Par ailleurs, un accent particulier sera mis sur le ménage où les normes et pratiques culturelles, les inégalités homme-femme et l'influence des belles-mères (BM) et des maris peuvent avoir un impact significatif sur les mauvais résultats en matière de santé, la mauvaise nutrition maternelle et juvénile, la taille de la famille et la lente adoption de meilleures pratiques de santé et de nutrition. De manière spécifique, les programmes futurs seront modifiés essentiellement tel qu'indiqué ci-dessous.

- 1) *L'extension des activités au sein du ménage afin de compléter les programmes actuels au niveau communautaire* : Notre solide programme de changement de comportement social et de communication (CCSC) sera étendu en vue d'accroître et d'optimiser les contacts

interpersonnels et les activités avec les femmes, les enfants et leurs familles – y compris les maris et les belles-mères – au cours des 1 000 premiers jours importants, la période entre la grossesse et la deuxième année qui détermine la croissance physique et intellectuelle tout au long de la vie de l'enfant. Des efforts renouvelés seront déployés pour atteindre les familles à domicile avec des interventions fréquentes qui renforcent la mobilisation communautaire et sociale à domicile et le conseil interpersonnel, ainsi que les contacts fréquents pour informer, motiver et aider les familles à adopter de meilleurs comportements en matière de nutrition et accroître la demande de nutrition et de services de santé. Les interventions couvriront les domaines suivants, sans s'y limiter : l'importance de l'allaitement au sein exclusif (y compris la gestion de la lactation) ; l'alimentation complémentaire et interactive ; la consommation d'aliments variés) y compris les protéines d'origine animale) ; l'allocation des ressources au sein du ménage et la préparation des aliments ; la nutrition de la mère et des adolescents ; le lavage des mains aux cinq périodes clé ; le stockage approprié des aliments ; et l'hygiène du milieu (y compris l'utilisation de latrines améliorées). Grâce à la recherche actuelle et formative nouvelle, les programmes de CCSC seront davantage adaptés afin de mieux prendre en compte les différences géographiques et culturelles qui influent sur les décisions au sein du ménage relatives à la consommation de nourriture et au comportement de recherche de la santé.

- 2) *L'intégration de la santé et de la planification familiale*: Étant donné que l'accès à des services de santé et de planification familiale de grande qualité et l'utilisation de ceux-ci sont intimement liés aux résultats en matière de nutrition maternelle, des adolescents et juvénile, toutes les interventions futures de CCSC au titre de la SGSA intégreront les programmes de santé et de planification familiale dans les activités aux niveaux communautaire et du ménage. Les domaines d'intervention comprendront, sans s'y limiter : l'espacement sain des naissances et les périodes de grossesses ; l'utilisation des soins prénatals et des services post-partum ; la préparation de la naissance ; l'accouchement assisté par un personnel qualifié ; l'alimentation et les soins prodigués aux nouveau-nés petits et malades ; la prévention et le traitement du paludisme ; les vaccinations ; et l'amélioration de la fourniture des services de santé et de nutrition. Les programmes au niveau du ménage et de la communauté seront complétés par d'autres systèmes de santé qui améliorent la qualité et les programmes de fourniture de services financés à l'aide de mécanismes séparés dans le cadre du portefeuille de la santé.
- 3) *La nutrition des filles adolescentes*: Étant donné que le Mali compte le deuxième taux de prévalence le plus élevé au monde de grossesses précoces (66 % des filles âgées de moins de 19 ans et 11 % de celles âgées de moins de 15 ans)⁴⁴, les interventions au titre de la SGSA étendront les services de santé et de nutrition qui ciblent les filles adolescentes et prennent en compte les attitudes sociales à l'égard du mariage et des grossesses tardifs, la santé de la reproduction, l'anémie, l'hygiène, la diversité des aliments, l'importance d'une bonne nutrition et l'utilisation des services de santé. *L'amélioration de l'accès aux protéines d'origine animale*: L'amélioration de l'accès des ménages du programme de 1 000 jours aux protéines d'origine animale recevra la priorité. Compte tenu des pratiques culturelles et des différences géographiques, les interventions accorderont la priorité à l'introduction ou à la consommation accrue de produits à base de poisson, de viande, d'œufs et de lait (bovins, ovins et caprins) dans les régimes alimentaires des femmes

⁴⁴ Enquête Démographique et de Santé (EDS), Mali, 2012-13.

enceintes et allaitantes, des filles adolescentes et des enfants âgés de 6 à 23 mois. L'introduction de l'élevage domestique de la volaille sera étudiée, parallèlement au développement de l'élevage des caprins, des ovins (traditionnellement élevés par les femmes) et du poisson (dans les zones appropriées sur le plan géographique) pour la génération de revenu et la diversification du régime alimentaire.

- 4) Le développement *des jardins potagers*: La SGSA développera l'adoption des jardins potagers afin d'accroître la diversité du régime alimentaire des ménages du programme de 1 000 jours, adaptée aux différentes zones agro écologiques et aux pratiques culturelles des communautés dans la ZI. La disponibilité de l'eau a été une contrainte majeure à l'adoption des jardins potagers. Dans le cadre de la SGSA, les interventions s'efforceront de surmonter cette contrainte grâce à l'introduction de pratiques et de solutions de gestion de l'eau, notamment les utilisations multiples des points d'eau et l'application de meilleures pratiques d'irrigation.
- 5) *L'eau et l'assainissement*: La SGSA continuera de promouvoir le traitement de l'eau et les bonnes pratiques d'assainissement et un milieu de vie sain pour les ménages et la communauté. Des solutions durables du secteur privé visant à accroître la demande d'investissements des ménages dans les produits et services d'EAH de qualité seront étudiées, parallèlement à la mise en œuvre d'un programme d'apprentissage comprenant davantage de recherche formative en vue de mieux comprendre les pratiques des ménages en matière d'EAH à l'effet de mieux personnaliser et adapter les programmes futurs.
- 6) *Les programmes multisectoriels* : Afin de promouvoir la coordination des programmes de nutrition dans plusieurs secteurs par le GM, la SGSA renforcera les capacités techniques, de gestion et opérationnelles, tout en améliorant la coordination en matière de santé et de nutrition entre le GM et d'autres parties prenantes. Ceci comprendra un meilleur soutien à la mise en œuvre institutionnelle de la Politique de Nutrition Nationale par le biais de la structure identifiée dans le PAMN. Un accent particulier sera mis sur l'opérationnalisation des plateformes multisectorielles à tous les niveaux (*CTIN/Comité Technique Intersectoriel de Nutrition ; CROCSAD/Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement ; CLOCSAD/Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement/ et CCOCSAD/Comité Communal d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement*) afin de faire le plaidoyer de la nutrition qui recevra la priorité et sera dotée de ressources dans les plans de développement local et régional.

4.6 Programme d'apprentissage

Au fur et à mesure que les programmes sont exécutés au titre du Plan pays de la SGSA, les organismes de l'USG utiliseront délibérément et systématiquement les connaissances pertinentes pour éclairer la prise de décision et prendre des décisions définitives. Les concepts du Cadre de Collaboration, d'Apprentissage et d'Adaptation (CLA) du laboratoire d'apprentissage de l'USAID orienteront cette approche.⁴⁵

⁴⁵ Liens [https://usaidapprentissagelab.org/library/collaborating %2C-apprentissage %2C-et-adapting-cla-framework-and-maturity-matrix-overview](https://usaidapprentissagelab.org/library/collaborating-%2C-apprentissage-%2C-et-adapting-cla-framework-and-maturity-matrix-overview)

Afin d'assurer l'intégration judicieuse des approches nouvelles et novatrices dans la conception, la mise en œuvre et l'apprentissage des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition dans le cadre du présent plan, l'équipe de la SGSA au Mali utilisera l'orientation de la Stratégie Mondiale de Recherche sur la Sécurité Alimentaire. L'équipe utilisera également les techniques et pratiques nouvelles et améliorées et aura recours à l'expertise du personnel de l'USAID/Washington, des Laboratoires de l'Innovation de l'Initiative Alimentaire pour l'Avenir, du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (GCRAI), des Systèmes Nationaux de Recherche Agronomique (SNRA), des programmes de recherche financés au niveau central et d'autres parties prenantes de la sécurité alimentaire, notamment les membres du GM, la société civile et le secteur privé. Une collaboration étroite entre les programmes des chaînes de valeur de l'USG et les investissements dans la recherche financés par Washington au sein du pays seront coordonnés de manière à assurer l'adoption des innovations technologiques de la recherche.

Les programmes de l'USAID/Mali s'efforceront de combler les déficits de connaissances actuels. Au nombre des exemples de thèmes de recherche figurent :

Comprendre la prise de décision fondée sur le genre qui influe sur l'application des technologies et pratiques agricoles et post-récoltes améliorées.	Collecter des données selon l'A-WEAI ou d'autres méthodologies pour évaluer les changements liés à la charge de travail des femmes (et des hommes) et à la répartition du temps, et au contrôle du revenu.
Comprendre les nouvelles tendances de la disponibilité de la main-d'œuvre agricole.	La collecte d'informations plus affinées sur le genre et les obstacles culturels à la réalisation de meilleurs résultats en matière de nutrition.
Évaluer la mesure dans laquelle les problèmes de salubrité des aliments ont un impact négatif sur les résultats en matière de santé et la productivité des travailleurs, et le coût y inhérent pour l'économie.	Recherche formative pour mieux comprendre la manière dont les décisions de consommation et de recherche de la santé sont prises au sein du ménage et comment les familles peuvent être amenées à consommer des aliments plus nutritifs et adopter des comportements sains.

Examen exhaustif des données hydrologiques (et des différentes utilisations de l'eau) et, le cas échéant, préparer d'autres études hydrologiques.	
---	--

4.7 Programme de plaidoyer en faveur des politiques

Bien que le GM ait adopté plusieurs politiques visant à créer les conditions nécessaires pour la promotion du développement du secteur agricole et du secteur privé et éliminer les distorsions du marché, leur application pratique fait souvent défaut. L'USG est confronté à des obstacles en ce qui concerne les politiques au niveau national, notamment les changements fréquents de ministres et le manque de ressources financières du GM.

L'équipe interagences de la SGSA du Mali a identifié les trois domaines suivants pour lesquels il convient de mettre en œuvre activement des changements de politiques.

4.8 Réforme de la politique semencière

Le rapport diagnostic 2015 de la Réforme Commerciale, Juridique et Institutionnelle de la Chaîne de Valeur (VcCLIR) de l'USAID⁴⁶ a identifié plusieurs moyens concrets d'améliorer l'accès à des semences de meilleure qualité, comme suit : « La législation semencière actuelle ne reconnaît que les semences produites par le biais d'un processus long et onéreux de multiplication de semences certifiées. Il existe dans le pays des variétés de bonne qualité et des variétés locales qui sont bien adaptées aux besoins des producteurs. Pour peu qu'elles soient multipliées à moindre coût, elles pourraient se vendre à des prix plus bas sur un marché plus large. En outre, la loi n'autorise pas un organisme autre que la Direction Nationale pour l'Industrie (DNI) à certifier des semences, dont le processus est long et coûteux. Une réforme juridique et une assistance technique permettraient au secteur privé d'entreprendre sa propre certification. La disponibilité accrue de semences en exemption de redevances permettrait également au secteur privé de jouer un rôle plus important dans la multiplication des semences ».

Le présent plan propose des activités visant à accroître le rôle du secteur privé dans l'industrie semencière en général et à modifier les règles régissant l'Institut d'Économie Rurale (IER) et

⁴⁶ <http://eatproject.org/portfolio-vcclir.html>

le secteur privé afin que les sociétés semencières privées soient autorisées à produire et vendre des semences de base. Ceci contribuerait à améliorer la disponibilité de variétés de semences améliorées et stimulerait l'activité du secteur privé. Par ailleurs, une telle initiative s'inscrirait parfaitement dans le cadre d'autres efforts programmatiques visant à accroître l'utilisation de semences améliorées en facilitant l'accès au crédit, et à réduire le risque en rendant l'assurance récolte disponible.

4.9 Intrants agricoles : Amélioration de la réglementation et lutte contre la contrefaçon

Les études récentes⁴⁷ effectuées par le Projet de Recherche sur la Sécurité alimentaire de l'USAID/Mali, exécutées par l'Université de l'État du Michigan ont montré que l'utilisation des pesticides, en particulier les herbicides, s'est considérablement développée au Mali au cours de la dernière décennie et demie en l'absence de subventions (en partie en raison de la baisse des prix et des contraintes de main-d'œuvre agricole domestique). Dans le même temps, le présent plan prévoit une programmation qui appuie le GM et les agriculteurs maliens dans la lutte contre le légionnaire d'automne qui nécessitera une composante « Utilisation appropriée des pesticides ». Cependant, selon les études de l'USAID/MSU, « La capacité de réglementation n'a pas suivi la prolifération rapide des pesticides, des marchés et des marchands de pesticides. Par conséquent, le développement du marché des pesticides a soulevé trois nouveaux problèmes de réglementation : 1) l'apparition de produits non enregistrés et contrefaits sur certains marchés ; 2) l'incertitude relative à la qualité des pesticides ; et 3) l'impact sur la santé et l'environnement qui demeure incontrôlé pour l'essentiel ». Les programmes de l'USAID/Mali établiront un partenariat avec le secteur privé et le GM afin de réduire la contrefaçon, la falsification, les erreurs d'étiquetage et d'autres problèmes de qualité généralisés concernant les engrais, les pesticides, les herbicides et d'autres intrants, y compris les aliments du bétail et les produits vétérinaires, à la fois en encourageant la mise au point d'un système d'application efficace appuyé par des laboratoires capables d'étudier et de certifier la qualité des intrants agricoles et en encourageant l'adoption de systèmes de lutte contre la contrefaçon des étiquettes, notamment celui que la Société américaine Sproxil est en train de mettre en œuvre au Mali.

D'autres activités en matière de gestion durable des ressources naturelles concernent les technologies qui améliorent la santé du sol et le maintien de la base de fertilité naturelle.

4.10 Gouvernance et gestion des ressources naturelles : l'eau d'irrigation

Les conflits constituent une préoccupation majeure au Mali, et souvent les conflits sont liés à la concurrence qui s'exerce pour les ressources naturelles. L'USG peut préconiser un programme mettant l'accent sur la conservation de l'eau et l'efficacité de l'irrigation. Un nouvel organisme quasi-indépendant, l'Agence d'Aménagement des Terres et de Fourniture d'Eau d'Irrigation (AATT), a récemment été mise sur pied afin de mettre en place une nouvelle infrastructure d'irrigation et rationaliser les investissements dans l'irrigation. Elle est responsable – et a reçu d'importantes ressources du GM pour – tant l'aménagement des petits bassins hydrographiques que des ouvrages d'irrigation plus importants. Ce niveau de ressources s'explique par le fait que l'agriculture et le financement de l'irrigation représentent

⁴⁷ Policy Research Briefs Nos. 49 & 52

la plus grande part (encore plus importante que la subvention des engrais) dans le soutien budgétaire annuel du GM. Le renforcement des capacités de l'AATT en vue de rationaliser les investissements dans l'irrigation d'une part, compte tenu des demandes concurrentielles pour l'eau et l'engagement des communautés locales auprès de l'AATT dans le cadre des plans et décisions d'investissement locaux d'autre part, seraient un moyen de veiller à ce que ces ressources soient dépensées de la manière la plus efficace et durable. Ceci amènerait également l'USG à appuyer le GM en vue de prendre des décisions sur les meilleures voies et moyens d'utiliser ses ressources en eau face à des demandes croissantes et concurrentielles.⁴⁸

4.11 Des efforts continus en vue de réduire le harcèlement sur les routes

Un domaine où l'USAID/Mali enregistre des progrès sur le terrain a trait au harcèlement sur les routes. Le harcèlement sur les routes augmente le coût du transport des produits agricoles au Mali et vers les pays voisins. Le travail appuyé par l'USAID combine la sensibilisation des citoyens avec la mise au point de mécanismes permettant aux transporteurs affectés de porter plainte contre les fonctionnaires qui se rendent coupables de harcèlement. Ces activités seront poursuivies tant qu'elles contribueront à réduire efficacement l'ampleur du harcèlement le long des corridors commerciaux du Mali. L'USAID/Mali maintiendra la collaboration avec l'USAID/AO (Afrique de l'Ouest) afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre par le GM des engagements pris auprès de la CEDEAO concernant les barrières non tarifaires au commerce.

4.12 Élaboration du prochain PAMN (2019-23)

Une conclusion importante de la revue à mi-parcours du PAMN était que le cadre de programmation n'était pas suffisamment intégré dans d'autres plans de développement sectoriels. En tant que l'un des plus grands partenaires de la nutrition au Mali, l'une des principales orientations stratégiques de la SGSA consistera à aider le GM à élaborer son prochain PAMN quinquennal. L'USG saisira cette occasion pour collaborer avec les responsables du GM dans plusieurs secteurs pour mieux articuler et définir les rôles et responsabilités à tous les niveaux en soutien à la réalisation des objectifs de la Politique de Nutrition Nationale.

4.13 Évaluation continue de l'environnement stratégique

L'USG demeurera engagé auprès du GM directement et par le biais des groupes de bailleurs de fonds et assurera le suivi des progrès pour des questions telles que la réforme de la subvention des engrais et la mise en œuvre des politiques régionales déjà adoptées par le GM. Des messages spéciaux concernant les principales mesures stratégiques seront élaborés aux fins d'utilisation par le personnel de l'USG lorsqu'il rencontre les responsables concernés du GM pour traiter de ces questions stratégiques.

Les pratiques locales et les systèmes de gouvernance traditionnels sont souvent aussi pertinents pour le bien-être des ménages ruraux que pour la politique nationale. La SGSA s'emploiera à améliorer les pratiques locales et promouvoir le respect accru de la gouvernance

unifiée et transparente ainsi que le renforcement de la confiance dans les systèmes de gouvernance décentralisés dans des domaines tels que le régime foncier et les droits humains.

Dispositions relatives à la gestion des programmes

Tel qu'indiqué au tableau ci-dessous, le Bureau de l'Agriculture et de la Croissance Économique (AEG) de l'USAID/Mali mettra en œuvre les programmes de la SGSA au Mali de concert avec l'équipe inter agence du pays de la SGSA : l'Ambassade des États-Unis à Bamako (DOS), le Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA), la Fondation Américaine pour le Développement en Afrique (USADF), les Bureaux d'Assistance Alimentaire de l'USAID Food For Peace (FFP), la Santé, l'Éducation, la Gouvernance de l'USAID/Mali et le Bureau d'Assistance aux Catastrophes à l'Étranger de l'USAID, Office of Foreign Disaster Assistance (OFDA), la Mission Régionale pour l'Afrique de l'Ouest de l'USAID basée à Accra, et le Bureau Régional du Sahel de l'USAID basé à Dakar. L'AEG collaborera étroitement avec ces institutions lorsque leurs activités sont exécutées dans la zone d'influence de la SGSA.

Résultat intermédiaire	Bureau/Agence participant
Productivité	AEG, USADF, USDA, DOS
Liens avec les marchés	AEG, FFP, USADF, USDA, WA, DOS
Réduction, réduction et gestion des risques économiques, sanitaires et climatiques	AEG, FFP, USDA
Adaptation et redressement après les tensions et les chocs	AEG, FFP, EDU, USDA
Réduction des facteurs de conflit	DG, FFP, USDA, DOS
Consommation d'aliments nutritifs et sains	AEG, Santé, FFP, USDA, WA
Utilisation d'interventions et services de nutrition directs	Santé, FFP, USDA
Ménages et environnements communautaires hygiéniques	Santé, FFP, AEG, USDA

La Mission de l'USAID/Mali est résolue à renforcer ses pratiques actuelles de collaboration, d'apprentissage et d'adaptation (CAA) tout en mettant au point, exécutant et évaluant les programmes au titre du présent Plan National de la SGSA.

12. Plateformes d'engagement des parties prenantes

Un Comité consultatif intersectoriel de la SGSA a été mis sur pied et s'est réuni une fois avant l'atelier des parties prenantes. Ce Comité comprend huit membres issus des différents départements du GM, du secteur privé et de la société civile. D'autres activités sont nécessaires pour rendre formel le statut officiel de ce comité. Le Comité consultatif et le Groupe de travail sur la « Convergence pour la Résilience au Mali (COREM) » seront consultés régulièrement pendant la conception et la mise en œuvre du nouveau Plan National de la SGSA pour le Mali.

L'USAID/Mali co-préside, à l'heure actuelle, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Groupe des bailleurs de fonds du développement agricole et rural au Mali. Ce grand groupe se réunit une fois par mois pendant deux heures ou plus pour discuter des principales questions qui affectent le secteur agricole du Mali et présente des programmes d'intérêt pour le groupe plus large. Ce groupe a été informé de la sélection du Mali comme l'un des 12 pays cibles de la SGSA et du travail futur qui consiste à concevoir et mettre en œuvre un programme de la SGSA au Mali. La participation de ce

groupe demeurera essentielle, au fur et à mesure que le programme de la SGSA évolue au Mali. L'USAID/Mali est également membre du groupe des bailleurs de fonds de l'élevage.

Le Mali est un pays bénéficiaire du Renforcement de la Nutrition (SUN) depuis 2011. Le Canada est le principal bailleur de fonds de SUN, l'USAID tenant lieu de partenaire clé tant pour la mise en œuvre que la cartographie de la couverture des principales interventions de nutrition dans le pays. Les activités de SUN au Mali sont pilotées par le réseau du GM en coordination avec les organisations de la société civile, le secteur privé, le secteur de la recherche et les milieux universitaires, ainsi que les bailleurs de fonds et les Nations Unies.

Les revues annuelles des progrès de la SGSA au Mali seront inscrites à l'ordre du jour des sessions d'une journée qui regroupent plusieurs personnes qui ont participé au premier atelier des parties prenantes tenu à Bamako en octobre 2017, y compris les membres du comité consultatif. Ces revues permettront la production de rapports et de discuter de l'état d'avancement de la SGSA au Mali. Les conclusions de ces revues annuelles permettront de modifier, le cas échéant, le programme de la SGSA du Mali. Par ailleurs, les conclusions de ces revues seront soumises aux réunions régulières de la Mission des États-Unis et aux réunions inter agences.

Le Plan National de la SGSA favorisera une approche plus inclusive de l'engagement des parties prenantes en offrant un espace plus large pour les contributions des communautés participantes à travers des mécanismes tels que les fora des bénéficiaires et le suivi formel du rôle que la communauté joue dans la conception et la mise en œuvre des interventions.

Partenaires inter agences du Gouvernement américain

